

Le Mot d'ordre d'Assemblée nationale en Chine

(2 avril 1930)

Il me semble que nos amis chinois traitent de la question des mots d'ordre politiques démocratiques de façon trop métaphysique, voire scolastique.

L'embrouillamini commence avec le nom : assemblée constituante ou assemblée nationale. En Russie, jusqu'à la révolution nous avons utilisé le mot d'ordre d'Assemblée constituante parce qu'il souligne le plus clairement une rupture avec le passé. Mais vous écrivez qu'il est difficile de formuler ce mot d'ordre en chinois. S'il en est ainsi, on peut adopter le mot d'ordre d'Assemblée nationale. Dans la conscience des masses, le contenu du mot d'ordre va dépendre d'abord du sens que l'agitation révolutionnaire lui donnera, et deuxièmement, des événements. Vous demandez: "Est-il possible de faire de l'agitation pour une Assemblée constituante tout en niant qu'elle puisse exister ?" Mais pourquoi devrions-nous décider d'avance qu'elle ne le peut pas ? Bien entendu, les masses ne soutiendront le mot d'ordre que si elles le considèrent comme réalisable. Qui instituera une Assemblée constituante et comment fonctionnera-t-elle ? On ne peut que faire des suppositions. Au cas où le régime militaire-Guomindang s'affaiblit et où le mécontentement grandit parmi les masses, surtout dans les villes, il est possible qu'une tentative soit faite par le Guomindang, avec un "tiers parti" pour convoquer quelque chose du genre Assemblée nationale. Ils vont évidemment réduire autant qu'ils le pourront les droits des classes et couches les plus opprimées. Devrons-nous, nous, communistes, entrer dans une Assemblée nationale aussi restreinte et manipulée ? Si nous étions assez forts pour la remplacer c'est-à-dire pour prendre le pouvoir, nous y entrerions certainement. Une telle étape ne nous affaiblirait pas du tout. Au contraire, elle nous aiderait à rassembler et développer les forces de l'avant-garde prolétarienne. A l'intérieur de cette assemblée contrefaite et surtout de l'extérieur, nous mènerions une agitation pour une assemblée nouvelle plus démocratique. S'il y avait un mouvement révolutionnaire de masses, nous construirions en même temps des soviets. Il est très possible qu'en ce cas les partis petit-bourgeois convoquent alors une Assemblée nationale relativement plus démocratique, comme barrage aux soviets. Participerions-nous à cette sorte d'assemblée ? Oui, bien entendu. Encore une fois, si nous n'étions pas assez forts pour la remplacer par une forme supérieure de gouvernement, c'est-à-dire les soviets. Mais une telle possibilité ne se révèle qu'au sommet d'une montée révolutionnaire. Actuellement, nous en sommes loin.

Même s'il y avait des soviets en Chine - ce qui n'est pas le cas - cela ne constituerait pas une raison pour abandonner le mot d'ordre d'Assemblée nationale. La majorité des soviets pourrait être - et au début serait certainement - aux mains des partis et organisations conciliatrices et centristes. Nous aurions intérêt à les dénoncer dans le forum ouvert de l'Assemblée nationale. De cette façon nous gagnerions la majorité plus vite et plus sûrement. Quand nous aurions réussi à avoir la majorité, nous opposerions le programme des soviets à celui de l'Assemblée nationale, nous gagnerions la majorité du pays autour du drapeau des soviets et nous serions ainsi capables, en fait et non sur le papier, de remplacer l'Assemblée nationale, cette institution parlementaire démocratique, par les soviets, l'organe de la dictature révolutionnaire de classe.

En Russie, l'Assemblée constituante n'a duré qu'une seule journée. Pourquoi ? Parce qu'elle est apparue trop tard; le pouvoir soviétique existait déjà et entraînait en conflit avec elle. Dans ce conflit, l'Assemblée constituante représentait l'hier de la révolution. Mais supposons que le gouvernement provisoire ait été assez décidé pour convoquer l'Assemblée constituante en mars ou avril. Était-ce possible ? Bien entendu. Les cadets utilisaient tous les trucs légaux pour faire traîner la convocation de l'Assemblée nationale dans l'espoir que la vague révolutionnaire allait refluer. Mencheviks et social-révolutionnaires calquaient leur conduite sur les cadets. Si les mencheviks et les social-révolutionnaires avaient eu une ligne un peu plus révolutionnaire, ils auraient pu convoquer l'Assemblée constituante en quelques semaines. Les bolcheviks auraient-ils participé aux élections et à l'assemblée même ? Sans aucun doute, car c'était nous qui revendiquions sans cesse la convocation la plus rapide de l'Assemblée constituante. Le cours de la révolution aurait-il été changé au détriment du prolétariat par une convocation précoce de l'assemblée ? Pas du tout. Vous vous souvenez peut-être que les représentants des classes possédantes russes et, les imitant, les conciliateurs également étaient pour reporter toutes les questions importantes de la révolution "Jusqu'à l'Assemblée constituante" tout en retardant sa convocation. Cela donnait aux propriétaires terriens et aux capitalistes une chance de dissimuler dans une certaine mesure leurs intérêts de propriétaires dans la question agraire, celle de l'industrie, etc. Si l'Assemblée constituante avait été convoquée, disons en avril 1917, elle aurait été confrontée à toutes les questions sociales. Les classes possédantes auraient été obligées d'abattre leurs cartes; le rôle traître des conciliateurs serait apparu clairement. La fraction bolchevique à l'Assemblée constituante aurait gagné la plus grande popularité, ce qui aurait contribué à élire une majorité bolchevique aux soviets. Dans ces circonstances, l'Assemblée constituante n'aurait pas duré une seule journée, mais peut-être plusieurs mois. Cela aurait enrichi l'expérience politique des masses laborieuses et loin de retarder la révolution prolétarienne l'aurait accélérée. Ce qui aurait été en soi d'une grande signification. Si la seconde révolution s'était produite en juillet ou août au lieu d'octobre, l'armée au front aurait été moins épuisée et affaiblie, et la paix avec les Hohenzollern aurait pu nous être plus favorable. Même si l'on suppose que la révolution prolétarienne ne serait pas venue un seul jour plus tôt à cause de l'Assemblée constituante, l'école du parlementarisme révolutionnaire aurait laissé son empreinte sur le niveau politique des masses facilitant beaucoup nos tâches au lendemain d'Octobre.

Ce type de variante est-il possible en Chine ? Il n'est pas exclu. S'imaginer et s'attendre à ce que le parti communiste chinois puisse bondir vers le pouvoir à partir des conditions actuelles du règne des cliques bourgeoises-militaires débridées, de l'oppression et du démembrement de la classe ouvrière et du reflux extraordinaire du mouvement paysan, c'est croire aux miracles. En pratique, cela conduit à l'activité aventuriste de guérilla que le Komintern soutient en cachette. Nous devons condamner cette politique et mettre en garde contre elle les ouvriers révolutionnaires.

La mobilisation politique du prolétariat en direction des masses paysannes est la première tâche qui doit être résolue dans les circonstances présentes - celles de la contre-révolution militaire-bourgeoise. La puissance des masses opprimées est dans leur nombre. Quand elles s'éveilleront, elles s'efforceront de traduire politiquement la puissance de leurs rangs par le suffrage universel. La poignée des communistes sait déjà que le suffrage universel est un instrument de la domination bourgeoise et que cette domination ne peut être liquidée que par la dictature prolétarienne. On peut d'avance éduquer l'avant-garde prolétarienne dans cet

esprit. Mais les millions des masses laborieuses ne peuvent être amenés à la dictature du prolétariat que sur la base de leur expérience politique propre et l'Assemblée nationale constituerait un pas positif dans cette voie. C'est pourquoi nous lançons ce mot d'ordre en conjonction avec quatre autres mots d'ordre de la révolution démocratique; le transfert de la terre aux paysans pauvres, la journée de travail de 8 heures, l'indépendance de la Chine et le droit à l'autodétermination des nationalités incluses dans le territoire chinois.

Il va de soi que nous ne pouvons exclure la perspective - théoriquement admissible - que le prolétariat chinois, conduisant les masses paysannes et se basant sur les soviets, viendra au pouvoir avant la réalisation de l'Assemblée nationale sous une forme ou sous une autre. Mais pour la période immédiate en tout cas, c'est peu probable, parce que cela présuppose l'existence d'un Parti révolutionnaire du prolétariat puissant et centralisé. En son absence, quelle autre force va unir les masses révolutionnaires de votre gigantesque pays ? En attendant, le malheur est qu'il n'existe pas en Chine de fort parti communiste centralisé. Il reste encore à le former. La lutte pour la démocratie est précisément la condition nécessaire pour cela. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale rassemblerait les mouvements et les soulèvements régionaux dispersés, leur donnerait une unité politique et créerait la base pour forger le parti communiste comme dirigeant du prolétariat et des masses laborieuses à l'échelle nationale.

C'est pourquoi le mot d'ordre d'Assemblée nationale sur la base du suffrage universel, direct égal et secret - doit être lancé aussi énergiquement que possible et c'est pourquoi il faut mener autour de lui une lutte courageuse et résolue. Tôt ou tard, il faudra impitoyablement dénoncer la stérilité de la position purement négative du Komintern et de la direction officielle du parti communiste chinois. Plus l'Opposition communiste de gauche commence et développe avec esprit de décision cette campagne pour les mots d'ordre démocratiques, plus vite cela se produira. L'inévitable effondrement de la politique du Komintern renforcera considérablement l'Opposition de gauche et l'aidera à devenir la force décisive dans le prolétariat chinois.

(2 avril 1930)

Cher Camarade G(érard),

Bien envoyé la réponse télégraphique "Accepte votre proposition". Aujourd'hui reçu la nouvelle lettre annonçant la rupture. Tant pis ou, si vous voulez tant mieux !

Je m'étonne qu'il n'y ait rien dans *La Vérité* sur les notes de Par(ijanine) et sur la division en deux volumes. On publie l'annonce de Rieder sans publier ma lettre. Je crois qu'une note vigoureuse, implacable, pleine d'indignation, aurait mieux disposé Rieder que l'acceptation tacite de son annonce.

Je suis en possession de la lettre de Furchtmann (polonais) où il dit qu'il est seulement en pourparlers pour le yiddish et qu'il n'a pas conclu. Cela correspond à la dernière réponse de Rieder qu'il ne donnera pas le yiddish à F(urchtmann). Mais cela contredit sa lettre générale sur les traités conclus, où il communique qu'il a reçu pour les droits polonais et yiddish 3000 francs. Vérifiez-le! Nous avons ici un délit de droit commun. Il m'a trompé tout simplement, cette fois par écrit. C'est un point capital!

Je vous envoie ci-jointe la lettre de Furchtmann. C'est très important et cela peut coûter cher à Rieder, je l'espère au moins, quoique ce soit la moindre de ses ignominies. Nous le tenons cette fois fermement.

Il faut que les camarades juifs de Paris renoncent aux pourparlers avec R(ieder). Est-ce fait ?

Etes-vous entré en relations avec M. Marx, comme convenu ? (en passant: est-ce que le couple n'a pas rompu avec *Le Libérateur* - "La crise rédactionnelle"...)

Faites-vous quelque chose pour intéresser quelques écrivains ?

Sur la traduction de Par(ijanine), un tas de scories, parfois insupportables. Ne croyez-vous pas que quelques jeunes camarades pourraient visiter Par(ijanine) pour lui expliquer toute l'ignominie de son attitude ?

J'ai reçu hier une très bonne lettre de P(ierre) N(aville) et de D(enise) N(aville) - avec une petite méchanceté (d'ailleurs agréable): "nous ne sommes nullement aussi nationalistes que vous le croyez". Le voyage à Berlin et Bruxelles est une chose excellente. Et la camarade D(enise) n'est pas allée à Berlin ? C'est dommage.

Reçu le bulletin de Souv(arine), à peine feuilleté. Il me reproche de me prononcer si tardivement sur les questions économiques russes. Il oublie - ce journaliste dilettante - que j'ai quelques obligations envers l'Opposition russe et que j'ai dû longuement correspondre avec les camarades russes avant de prendre une position ouverte dans la presse internationale. En agissant autrement, c'est-à-dire en prenant les camarades russes à l'improviste, on pourrait provoquer tout simplement une scission. Maintenant je suis sûr d'être en plein accord avec tous les amis russes.

Croyez-vous nécessaire de lui répondre ? Mieux vaut peut-être l'ignorer. Il ne peut pas "durer".

(3 avril 1930)

Cher Ami,

Je crois que ce fameux "yiddish" sauve la situation. Réfléchissons-y sérieusement: Rieder me communique qu'il a vendu les éditions polonaise et yiddish pour 3000 francs. Il ne dit même plus qu'il s'agit seulement de la Pologne (avec le yiddish). Il ne fait cette restriction qu'après nos protestations contre la somme dérisoire. En même temps, l'éditeur russe m'a proposé 9000 marks pour le yiddish (pour l'Amérique). Cela démontre qu'il s'agit d'une question assez importante. Et par hasard j'apprends que Rieder n'avait point vendu le "yiddish ni en général (comme il a donné à comprendre dans la première communication), ni même pour la Pologne seule". Imaginons que je ne proteste pas. Ou je reconnais pour le yiddish avec le polonais les mêmes 60% de 3000 francs. Est-ce que ce n'est pas une escroquerie formelle ?

Je suppose qu'avec les autres éditeurs étrangers la situation n'est pas non plus en règle. Vous voyez comment cet homme se comporte envers nous. Il ment à chaque pas comme la dernière des canailles. Il faut le contrôler. Est-ce que nous ne devons pas demander sa correspondance avec les éditeurs étrangers. Nous sommes au moins des associés et nous avons le droit d'être initiés.

Mon éditeur allemand (Fischer) qui avait voulu 35% des droits étrangers pour les "petits" pays, a reconnu dans la dernière lettre que 20% suffisent totalement étant donné qu'on n'est pas obligé pour mes livres de chercher des éditeurs par des intermédiaires, etc. Et il ne s'agit pas cette fois de l'autobiographie!

Je peux vous envoyer cette lettre si vous en avez besoin. Rieder allègue toujours les "règles" de la librairie française. Mais il s'agit ici des droits internationaux et non français.

Mais pourquoi - oh, ciel - n'a-t-on rien donné à la presse, même à *La Vérité* ? Quelles sont vos raisons ? On ménage Par(ijanine) comme traducteur. Je n'y comprends rien. Peut-être trouve-t-on que ce n'est pas "commode" pendant les pourparlers ? Une faute grave. Le livre est paru. Il faut le défendre comme tel en dépit des pourparlers. Et puis on peut dénoncer les notes par des tierces personnes qui sont libres...

Je n'ai pas reçu la brochure sur la troisième période. Elle a dû paraître ?

P.S. Avez-vous pris avec vous la lettre de Souvarine à moi ou non ? Elle peut être d'utilité maintenant.

Je suppose que si l'on présente ce fait nouveau à Rieder d'une manière vigoureuse on peut le mettre à genoux. Mais il faut très bien arranger l'affaire.

3 avril 1930

Cher Camarade,

En réponse à votre lettre du 28 mars.

J'attends tous les jours maintenant des informations sur la conférence d'unification. Jusqu'à présent, je n'ai reçu qu'un télégramme. Comme j'attends des documents, pour l'instant, je ne réponds pas aux lettres d'un certain nombre de camarades de Berlin, y compris une longue lettre récente du camarade Landau. Le manque d'un collaborateur allemand rend aussi la correspondance difficile. Dites-le je vous prie au camarade Landau. J'ai lu sa lettre avec intérêt et elle a été très utile à cause des informations qu'elle contenait.

Je ne veux pas maintenant revenir aux conflits qui ont précédé l'unification et l'ont retardée pendant plusieurs semaines. Je ne pense pas du tout que l'Opposition du Leninbund était seule à blâmer. J'ai reçu très récemment des lettres contre l'unification de membres très responsables du groupe de Wedding. Il n'est pas douteux qu'il existe dans l'un et l'autre groupe quelques éléments aigris et empoisonnés par le passé.

Comme je l'ai dit, je ne sait pas encore sur quelle base ni sous quelle forme l'unification a eu lieu. Mais il est tout à fait clair que les principales difficultés sont encore à venir et je ne parle pas de celles qui sont de nature politique, cela va sans dire, mais aussi de celles qui sont en rapport avec la fusion des deux groupes. Il est extrêmement important que soit formé à l'intérieur de l'Opposition unifiée un noyau de "patriotes de l'unité" composé bien entendu des meilleurs éléments des deux anciens groupes. Il faut constituer dans l'Opposition unifiée un groupe d'opinion qui rejette toutes les intrigues de groupes ou d'individus. En cas d'imminence du danger, il faut prendre à temps des mesures internes et si nécessaire, recourir à l'aide de représentants de l'Opposition internationale. On a perdu environ un mois et demi du fait de retards concernant l'unification. Nous ne pouvons nous permettre de perdre une heure de plus. Il faut organiser le travail sérieusement, mobiliser tout sans exception pour ce travail et se débarrasser de tout fauteur de troubles s'il en apparaît.

Vous parlez d'un voyage d'un des camarades allemands pour prendre des contacts. C'est une idée tout à fait juste. Mais un travail de ce genre exige un camarade expérimenté qui soit prudent et inventif. Il n'est pas facile de trouver la personne qui convient.

En tout cas, en attendant, il nous faut utiliser toutes sortes de méthodes d'amateurs pour envoyer matériaux et documents. Si un seul exemplaire de la "Lettre ouverte" arrive à une personne qui devrait l'avoir, alors elle fera certainement son chemin plus loin.

Pour en revenir une fois encore à l'Opposition allemande, je mentionnerai que la tâche la plus difficile du moment est la sélection et la formation d'un groupe dirigeant. Dans les circonstances actuelles, la direction peut moins que jamais être individuelle. Elle doit être collective. Par conséquent, elle doit être sélectionnée parmi des camarades qui peuvent et veulent travailler collectivement. Elle doit être sous le contrôle de tous les cadres de l'Opposition et elle doit chercher appui non pas en-dehors de l'Opposition allemande, mais dans ses rangs. Bref, elle doit être une direction basée sur le centralisme démocratique.

Un craquement dans l'appareil

(Une explication populaire sur la droite et la gauche)

(13 avril 1930)

Il y a dans la Pravda du 30 avril un article de Jaroslavsky intitulé "De la Gauche à la Droite". Il est consacré au "passage" de l'Opposition de gauche... dans le camp de la social-démocratie. Comment des gens qui, depuis plus de deux ans, ont été emprisonnés et exilés pour activité "contre-révolutionnaire", et même "préparation d'une lutte armée contre le gouvernement soviétique" (le motif officiel de l'exil de Trotsky), comment ces vieux "contre-révolutionnaires" peuvent-ils commencer seulement maintenant à "passer" dans le camp de la social-démocratie, cela demeure un problème. Mais ce qui est clair, c'est que Jaroslavsky doit encore suer à la tâche de découvrir une explication "scientifique" de l'article 58 du Code pénal sur la base duquel l'Opposition a été persécutée. Cette recherche d'une explication revêt un caractère particulièrement bruyant car il y a un craquement dans l'appareil et il faut l'étouffer.

Ce n'est pas par hasard qu'on a lancé Jaroslavsky contre l'Opposition alors qu'il existe dans le parti des gens plus instruits et plus intelligents. Mais à présent, les plus instruits, les plus intelligents, les plus consciencieux, non seulement ne veulent plus être des béni-oui-oui de Jaroslavsky, mais encore ne peuvent pas, et, en partie n'osent pas dire tout haut ce qu'ils pensent, ou sont simplement troublés. Les Jaroslavsky, eux, ne sont pas troublés car ils n'ont rien qui puisse l'être. C'est pourquoi c'est Jaroslavsky qui prend la défense de la politique stalinienne contre l'Opposition, et, ce faisant, il donne au passage un exemple remarquable de la pourriture dont se nourrit le parti.

Si, par exception, nous nous arrêtons cette fois à un article de Jaroslavsky, c'est parce que, avec toute son insignifiance, il est symptomatique et montre très bien, selon l'expression allemande à quel endroit la chaussure de Staline le blesse.

Le rythme de l'industrialisation

Il y a quelques mois, nous écrivions aux camarades en U.R.S.S. que les signes indiquant que l'industrialisation se faisait sur un rythme trop rapide étaient en train de se multiplier. Citant notre Bulleten, Jaroslavsky écrit que cette appréciation "ne diffère on rien de ce qu'écrivent les mencheviks". Absolument en rien!

Jaroslavsky n'a même pas eu l'idée que la question des rythmes justes ou faux, réalistes ou non, existe en soi, indépendamment de ce qu'en disent les mencheviks et est tranchée en liaison avec les facteurs matériels et d'organisation et pas des citations de journaux, encore moins quand elles sont falsifiées. A l'époque où nous, oppositionnels, luttons pour des rythmes d'industrialisation plus élevés (1923-1929), la presse bourgeoise du monde entier, avec les social-démocrates, emboîtait le pas à Staline, répétant son accusation que les oppositionnels seraient "romantiques", "fanatiques" et "super-industrialisateurs".

En 1923-1925, nous prouvions que, même après l'épuisement de tous les moyens de production pré-révolutionnaires, l'industrie soviétique pourrait connaître une croissance annuelle de 20 %. Nous appuyions cette affirmation sur des considérations économiques que nous ne citerons pas ici (Voir *Où va la Russie ? Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ?*). Une année plus tard, on élaborait un Plan quinquennal dans les coins du Gosplan. Selon ce plan, le développement de l'industrie devait se faire à un rythme décroissant de 9 à 4 % par an. L'Opposition condamna ce plan sans merci. On nous accusa de "démagogie". Au bout d'un an, le bureau politique approuva un nouveau Plan quinquennal avec une croissance annuelle de 9 %. Le XV^e congrès du parti approuva ce taux et accusa l'Opposition de "manque de foi" et de "scepticisme". Cela n'empêcha pas l'Opposition de condamner sans merci ce nouveau Plan quinquennal. Une année et demie plus tard, le Gosplan élaborait un troisième Plan quinquennal avec une augmentation annuelle de 29 %. La croissance avait coïncidé - de plus près qu'on ne pouvait s'y attendre - avec le pronostic hypothétique de l'Opposition en 1925 et elle réfutait totalement les clameurs antérieures sur le romantisme industriel et la démagogie. Telle est, en bref, la préhistoire de cette question.

La croissance réelle de l'industrie dans le cours de la première année du Plan quinquennal (1928-29) a dépassé le plan de plus de 10%. La direction, s'appuyant sur ce succès a immédiatement décidé de réaliser le plan quinquennal en quatre ans. Contre cela, l'Opposition a mis en garde, se faisant entendre cette fois "de la droite". Quelles étaient nos considérations ?

1 . Il est impossible qu'il n'existe pas de disproportions dans le projet de plan quinquennal. Au fur et à mesure que le plan se réalise, elles s'accumulent et peuvent se manifester avec acuité sinon dans le cours de la première année, du moins dans la seconde ou la troisième, ce qui provoquerait l'arrêt de la croissance. Avant que l'industrie ne prenne plus de vitesse, il nous faut, pour parler le langage militaire, examiner attentivement les butoirs et les jonctions, où s'interpénètrent toutes les branches de l'industrie.

2 . La baisse tout à fait évidente de la qualité des produits, actuellement très basse, constitue un danger grave non seulement pour le consommateur, mais pour l'industrie elle-même puisqu'elle est le principal consommateur de ces produits. La mauvaise qualité ne peut que se répercuter dans une baisse importante de la quantité de la production.

3 . La question du rythme du développement industriel ne doit pas être séparée de la question du niveau de vie des masses ouvrières, parce que le prolétariat est la principale force productive et que seule une augmentation suffisante du niveau matériel et culturel du prolétariat peut garantir de futurs rythmes élevés d'industrialisation. Nous considérons cette question comme d'une importance énorme.

Quand nous demandons l'abandon de la course formelle à la quantité et une amélioration réelle de la qualité cela signifie-t-il que nous appelons à la retraite à partir de succès déjà réalisés ? Quand nous revendiquons l'utilisation d'une partie de ce qui est accumulé pour les besoins réels des ouvriers cela signifie-t-il que nous mettons en danger l'industrialisation ? Quand nous revendiquons cela avant que les 30% de croissance annuelle soit transformés en loi d'airain, et qu'on étudie les rapports entre elles des différentes branches industrielles et avec l'économie dans son ensemble du point de vue de la productivité du travail et des coûts de la production, cela veut-il dire que nous appelons à une retraite, à partir des positions de Staline hier ?

Si la question est vraiment aussi simple, pourquoi nous en tenir à 30% ? 50% c'est encore plus. Celui qui ne veut pas tirer "en arrière" doit inscrire sur son drapeau 75% au moins.

Ou peut-être les 30% vont-ils devenir la règle ? Décidée par qui, comment ? Les malheureux dirigeants sont simplement arrivés à cette règle en se ruant aveuglément dans la poursuite des premières étapes conduisant aux 20% qu'ils avaient eux-mêmes combattu bec et ongles pendant plusieurs années. Il apparaît maintenant qu'il n'y a que 30% qui soit du léninisme. Celui qui dit aux opportunistes effrayés "Ne perdez pas la tête, ne poussez pas l'industrie vers une crise sévère", celui-là n'est "absolument, en rien différent de la social-démocratie". Absolument, en rien! Ces gens ne sont-ils pas des bouffons ?

Collectivisation

Les choses empirent si possible avec la politique paysanne. Pendant des années, le bureau politique a construit sa politique agraire sur l'adulation du paysan moyen aisé et sur l'économie paysanne individuelle en général. Le koulak, ils ne le remarquaient pas, tout simplement, ou le déclaraient insignifiant bien qu'il ait concentré entre ses mains 40% du grain commercialisable et en outre soumis à son autorité le paysan moyen. Ayant créé ses propres canaux et liaisons économiques, le koulak n'a pas livré le grain à l'industrie gouvernementale. Après cela (pour être précis, après le 15 février 1928), la direction effrayée et en retard a frappé le koulak d'une grêle de mesures administratives de répression qui ont immédiatement bouché la circulation des marchandises du paysan, pratiquement liquidé la Nep et poussé dans une impasse le paysan moyen.

Quand nous disons que cette impasse fut le point de départ du nouveau chapitre de la collectivisation, nous ne découvrons ni n'inventons rien. Nous ne faisons que répéter ce que la presse soviétique officielle a reconnu très souvent. Si Jaroslavsky gémit que "Pas un seul réactionnaire n'est venu à proposer une explication aussi abominable", il ne fait que démontrer qu'absorbé par la lecture de la correspondance des Oppositionnels, le pauvre homme n'a pas lu les articles économiques dans la presse soviétique. Jaroslavsky est particulièrement agité quand nous disons que les paysans moyens ont balancé entre la collectivisation et la guerre civile. Il qualifie cette remarque de "complet reniement" (le vocabulaire de ce monsieur qui écoute aux portes n'est pas très riche). Mais toute la presse soviétique est pleine de l'information que les paysans, c'est-à-dire les paysans moyens, exterminent ou liquident avec rapacité leur cheptel et leurs outils. Tous les dirigeants disent que cette situation est "menaçante". Les journaux attribuent cela à l'influence des koulaks. Mais il ne peut être question ici d'une influence "idéologique", mais seulement des liens économiques entre le koulak et le paysan moyen, d'un certain degré d'interdépendance à travers l'économie de marché paysanne, l'économie marchandise et argent de la paysannerie. Dans cette vente du bétail en tant que phénomène de masse, nous ne voyons rien d'autre qu'une forme de sabotage et de guerre civile calme. D'un autre côté, la tendance à rejoindre les kolkhozes a également un caractère de masse. N'est-il pas évident que la double nature du paysan moyen qui combine en lui un travailleur et un marchand revêt à l'étape actuelle son expression la plus contradictoire ? Le paysan moyen oscille entre la collectivisation et la guerre civile et dans une certaine mesure combine l'une à l'autre. C'est là la gravité de la situation et son caractère dangereux. Elle va s'aggraver dix fois si nous ne le comprenons pas à temps.

La Plate-forme de l'Opposition

Dans les années où les trois quarts du bureau politique et 90% de l'appareil gouvernemental étaient sur une orientation en direction du "paysan aisé" - c'est à dire du koulak -, l'Opposition réclamait des mesures énergiques pour la collectivisation de l'agriculture. Rappelons que ces revendications ont pris dans la plate-forme de l'Opposition la forme suivante:

"Aux tendances grandissantes du fermier au village, nous devons opposer une marche plus rapide de la collectivisation. Il faut systématiser les crédits pour l'aide aux paysans pauvres organisés collectivement"

Et plus loin:

"Nous devons investir beaucoup plus dans les sovkhozes et les kolkhozes. Il faut faire les concessions les plus importantes possibles aux kolkhozes récemment organisés et aux autres formes de collectivisation. Les personnes privées de leurs droits électoraux ne peuvent être membres des kolkhozes. Tout le travail dans les kolkhozes doit être pénétré de la signification du problème qui est de transformer la production à petite échelle en production collective à grande échelle. Il faut poursuivre une ferme politique de classe dans la fourniture des machines et mener une lutte particulière contre les fausses sociétés qui en vendent".

Nous ne tranchions pas à l'avance du rythme de la collectivisation parce qu'il s'agissait pour nous (et il en est encore ainsi) d'une proposition secondaire, en rapport avec le rythme de l'industrialisation et une série d'autres facteurs économiques et culturels. Le plan du bureau politique deux ans plus tard prévoyait la collectivisation d'un cinquième des paysans pendant le plan quinquennal. Nous supposons que ce chiffre n'est pas simplement apparu en rêve à Krzjjanowski mais qu'il reposait sur des considérations techniques et économiques. Etait-ce cela ou non ?

Néanmoins, pendant la première année et demie, les trois cinquièmes de la paysannerie ont été collectivisés. Même en admettant que cet élan de collectivisation est un triomphe complet du socialisme, nous devons en même temps admettre que la faillite totale de la direction est un fait parce que l'économie planifiée suppose que la direction prévoie les procès économiques fondamentaux dans une certaine mesure au moins.

Mais il n'y a même pas une suggestion de cela. Boukharine, le Boukharine nouveau, reconstruit, complètement collectivisé et industrialisé, admet dans la *Pravda* que la nouvelle étape de la collectivisation est sortie des mesures administratives dans la lutte pour le pain et que la direction n'avait pas prévu cette étape "dans tous ses aspects concrets". Ce n'est pas trop mal dit. Les erreurs de rythme qu'ils ont commises dans les considérations sur la planification se chiffrent en tout et pour tout à 1000%. Et dans quel domaine ? Non, pas dans la production des dés à coudre, mais dans celle de la transformation socialiste de l'agriculture dans son ensemble. Il est clair que ni Staline ni Jaroslavsky n'avaient pas prévu quelques-uns de ces "aspects concrets" et Boukharine a raison sur ce point.

Comme on sait, nous n'avons jamais soupçonné la direction actuelle d'un excès de clairvoyance. Mais elle n'aurait jamais commis ce genre d'erreur si la collectivisation avait résulté en réalité de notre réussite à convaincre les paysans, à l'expérience, des avantages de l'économie collective à grande échelle sur l'économie individuelle.

Collectivisation et aventurisme

Bien entendu, nous ne doutons pas un instant du sens profondément progressiste et créateur de la collectivisation.

Nous sommes disposés conditionnellement à admettre, que dans sa dimension, elle correspond approximativement à l'essor du plan quinquennal. Mais d'où sortent les 10% de succès supplémentaire ? Il faut l'expliquer ! Supposons que le travail des kolkhozes ait été si fructueux pendant les douze années précédentes qu'il puisse convaincre toute la paysannerie non seulement des avantages, mais de la possibilité d'une collectivisation générale. Il est clair que ce genre de conviction ne pourrait être développée que par le moyen de kolkhozes reposant sur des tracteurs et autres machines. On peut admettre que l'écrasante majorité des paysans moyens reconnaît aujourd'hui les avantages du travail de la terre avec des tracteurs. Mais la "tractorisation" complète n'en découle pas, parce que nous avons besoin non seulement de la conviction de ses avantages, mais du tracteur lui-même. Les autorités ont-elles prévenu les paysans de la situation réelle dans le domaine des possibilités matérielles techniques en général ? Non ! Au lieu de freiner une collectivisation en panique, ils l'ont aggravée par leur folle pression. Il est vrai que maintenant, pour défendre l'erreur du rythme de 1000% on a créé une théorie qui fait de la question des ressources techniques une question de dixième ordre et proclame que l'agriculture socialiste ("du type manufacturier") peut être créée par le catéchisme quels que soient les moyens de production. Nous sommes cependant déterminés à rejeter cette théorie mystique. Nous ne croyons pas en une conception semblable du socialisme. Mieux, nous déclarons une guerre impitoyable à cette mythologie parce que l'inévitable déception des paysans menace de provoquer une sévère réaction contre le socialisme en général et que cette réaction peut aussi embrasser des cercles considérables d'ouvriers.

Staline avait aussi peu prévu l'inévitabilité de sa dernière retraite qu'il avait prévu la collectivisation complète une demi-année plus tôt, quand il se livrait à sa "théorisation" minable sur l'opportunité pour le régime socialiste pour les poules des paysans. Les dernières dépêches annoncent que Staline est arrivé à marcher beaucoup plus - pas en avant, ô sage Jaroslavsky - mais en arrière. De collectivisation à 60% à 40%. Nous ne doutons pas le moins du monde qu'il ait encore à reculer d'un important pourcentage, toujours à la remorque du processus réel. L'ayant prévu il y a des mois - au cœur de la poussée de collectivisation - nous avons mis en garde contre les conséquences de l'aventurisme bureaucratique. Si le parti avait lu nos avertissements tels que nous les avons rédigés et pas dans les versions déformées de Jaroslavsky, bien des erreurs auraient été, sinon évitées, du moins modifiées.

Notre mot d'ordre de coopération avec l'Union Soviétique

L'approche de la crise de l'économie soviétique coïncide avec l'aggravation de la crise capitaliste mondiale. Leur coïncidence a en dernière analyse des causes communes. Le capitalisme mondial se survit, mais le fossoyeur n'est pas prêt à faire son travail. La crise de l'économie soviétique, si on laisse de côté les erreurs de la direction, ce sont les conséquences économiques de l'isolement de l'U.R.S.S., c'est-à-dire le fait même que le prolétariat mondial n'a pas encore balayé le capitalisme. Le problème de la révolution prolétarienne est le problème de l'organisation de l'économie socialiste à une échelle mondiale. Pour l'Europe, dont le capitalisme est plus que mûr et malsain, la révolution prolétarienne signifie d'abord l'unification économique du continent.

La seule façon dont nous pouvons et devons préparer les ouvriers européens à la prise du pouvoir consiste à leur révéler les immenses avantages de l'économie socialiste justement planifiée dans toute l'Europe et ensuite à l'échelle du monde. Le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe, qui s'impose plus que jamais, est cependant inadéquat sous sa forme politique abstraite. Il faut lui donner un contenu politique concret. L'expérience économique de l'Union Soviétique suffit amplement à créer une variante exemplaire du plan basée sur la coopération économique entre l'URSS et les pays industriels d'Europe. En dernière analyse historique, pour l'U.R.S.S., c'est la seule voie pour sortir des contradictions internes grandissantes. L'Europe n'a pas non plus d'autre issue (chômage, domination grandissante de l'Amérique et la perspective de guerre). Le problème de la coopération dans sa pleine dimension ne peut être tranché que par une révolution prolétarienne et la création des Etats-Unis soviétiques d'Europe qui par l'intermédiaire de l'Union Soviétique, seront aussi liés à l'Asie libérée.

Les ouvriers d'Europe doivent être conduits par cette perspective. On doit leur présenter un plan clair et large de coopération économique basé sur des taux de croissance exceptionnellement élevés même dans la Russie arriérée et isolée. C'est la signification révolutionnaire incommensurable du mot d'ordre de coopération économique avec l'U.R.S.S. s'il est mis en avant de façon juste, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans les circonstances présentes, ce mot d'ordre et avant tout l'une des armes les plus efficaces pour la mobilisation des chômeurs et des ouvriers de façon générale en rapport avec le chômage. Ce n'est pas seulement la question de possibles livraisons à l'Union soviétique, quelque importance qu'elle ait. Il s'agit de sortir de l'impasse historique, des possibilités économiques tout à fait nouvelles d'une économie européenne unie. Avec ce plan "supra-national" concret, basé sur l'expérience, entre nos mains, l'ouvrier communiste peut et doit aborder l'ouvrier social-démocrate. Dans les conditions de la crise, c'est la façon la plus importante d'aborder le problème de la reconstruction socialiste en Europe. Avec l'application correcte de la politique de front uni, le mot d'ordre de la coopération avec l'U.R.S.S. et la transformation économique de l'Europe peut devenir le coin qui éloignera des cercles importants d'ouvriers social-démocrates de leurs dirigeants actuels.

Mais il faut pour cela d'abord liquider, rejeter et condamner la théorie du socialisme dans un seul pays. Il nous faut démontrer au prolétariat mondial que les Russes ne sont pas en train de construire une patrie socialiste séparée pour eux-mêmes et qu'une telle structure à une échelle nationale est de façon générale impossible. Ils sont en train de construire un mur national pour les européens et aussi plus tard pour la patrie socialiste mondiale. Plus on avance et plus la construction du mur est difficile car il peut s'effondrer avant qu'on ait à temps construit d'autres murs. Il nous faut commencer le travail dans les autres pays simultanément selon un plan commun. Ce plan doit être élaboré par le gouvernement de l'Union soviétique, au moins ses traits de base, en tant que plan de croissance matérielle et spirituelle du peuple de l'Europe et du monde.

C'est ce que signifie le mot d'ordre de coopération économique avec l'Union Soviétique sous sa forme développée, dans les circonstances historiques actuelles. Mais une telle politique présuppose une révision radicale de la théorie et de la pratique de la direction soviétique. Les Jaroslavsky ne conviennent que peu à une telle politique.

De la droite ou de la gauche ?

Comme il n'était pas difficile de le prévoir, Jaroslavsky "prouve" maintenant que l'Opposition de gauche est allée à droite. Quand nous nous sommes élevés contre le taux de 4% du développement industriel et pour un taux de 20%, nous étions des

"ultra-gauches". Quand nous avons mis en garde qu'on ne dépasse pas les 30% aggravant la baisse de la qualité de la production et surmenant la main d'œuvre, nous sommes "droitiers". Quand, contre la politique thermidorienne de chercher appui sur le paysan moyen aisé, nous demandions une politique de collectivisation, nous étions dénoncés comme "ultra-gauches". Quand sous la forme de propagande antireligieuse, nous nous élevons contre le mythe du début sans faute du socialisme, nous sommes "droitiers".

Toujours, depuis que le pied de Molotov est devenu la mesure de toutes choses, les questions sont tranchées avec une grande simplicité.

Tous les mencheviks, paille Jaroslavsky, ont combattu les rythmes actuels d'industrialisation et de collectivisation. Il est donc clair que l'Opposition partage le point de vue menchévique. Jaroslavsky, c'est clair, veut faire peur à quelqu'un. A nous? Non, il cherche à intimider les siens parce qu'il a entendu un craquement dans l'appareil.

Le menchevisme est pour le retour de l'U.R.S.S. au capitalisme qui, pour la satisfaction des mencheviks, doit être couronné par la démocratie bourgeoise. Ainsi les mencheviks ont-ils soutenu le programme stalinien d'industrialisation d'hier contre la plateforme de l'Opposition, voyant dans le premier les éléments du "réalisme" économique et déclarant "romantique" le second. C'est un fait historique. Il va de soi que les mencheviks sont maintenant aussi pour l'abaissement des rythmes de l'industrialisation. Cela veut-il dire que, du point de vue marxiste, les rythmes d'industrialisation n'ont de toute façon, pas de limites en général ?

Il est à remarquer que, dans le même article, Jaroslavsky fait référence, avec une grande satisfaction à un vieux social-révolutionnaire, Minor, qui a parlé avec sympathie de la collectivisation en U.R.S.S. dans une réunion à Paris. Du point de vue personnel la déclaration de Minor l'honore sans aucun doute, parce qu'elle montre qu'il a une conscience socialiste et qu'il essaie de comprendre ce qui se passe réellement sans les conceptions malveillantes a priori d'un petit-bourgeois offensé. Mais du point de vue politique, il ne faut pas oublier un instant que Minor est des plus anciens Narodniki qui, par tout son passé, est le plus coupé du marxisme. Combien de lances les marxistes n'ont-ils pas brisées dans leur lutte contre les utopistes populistes en ce qui concernait la construction du socialisme basé sur la charrue paysanne primitive et la commune ? Le socialiste agraire avait une empreinte aventuriste avec les S.R. de gauche et un caractère bureaucratique avec leur droite. Dans la politique stalinienne les éléments d'aventurisme et de bureaucratisme s'allient. Rien d'étonnant à ce que Minor ait trouvé dans le nouveau stalinisme quelques-uns des éléments de son propre passé.

Une des définitions possibles du bolchevisme est qu'il a donné dans la pratique la synthèse la plus remarquable de la réforme et de la révolution. D'abord la social-démocratie était pour la réforme contre la révolution; maintenant elle est même contre la réforme par peur de la révolution. La social-démocratie est toujours contre la révolution. Cela signifie-t-il que la négation du caractère révolutionnaire d'une situation à un moment donné soit du menchevisme ? Les mencheviks étaient opposés à la révolution d'Octobre, avec Zinoviev, Kamenev, Rijkov, Miljutin et autres? Les mencheviks étaient opposés à l'offensive révolutionnaire en Allemagne en 1923 (avec Staline). Les mencheviks étaient opposés à la rupture avec le Guomindang et la construction de soviets en Chine en 1925-27, soutenant ouvertement Staline contre nos idées. Notre revendication de déclarer la guerre au conseil général des syndicats dans la grève des mineurs britannique de 1926, les mencheviks, avec Staline, l'ont considérée comme "une aventure".

D'un autre côté, les mencheviks étaient contre l'insurrection en Estonie en 1924, contre l'aventure terroriste en Bulgarie, contre le soulèvement de Canton en 1927. Cela veut-il dire que nous devons soutenir les soulèvements aventuristes ou les organiser ? Dans notre brochure sur "la troisième période", nous avons démontré par des faits et des chiffres la criminelle légèreté des Molotov et compagnie déclarant la France au bord d'une révolution. Les réformistes et les capitalistes peuvent essayer de s'agripper à nos chiffres. Cela signifie-t-il que nous devrions ignorer faits et chiffres, que nous devrions souffler la lanterne ? Errer dans le noir ?

A travers cette revue brève et incomplète, nous voyons qu'à tous les moments critiques des treize dernières années, les mencheviks, avec les épigones, ont nié l'existence d'une situation révolutionnaire chaque fois qu'elle était à l'ordre du jour. Chaque fois, ils se sont opposés à nous. D'un autre côté, le jugement des mencheviks de façon épisodique et purement formelle s'est trouvé coïncider avec le nôtre quand ils condamnaient une insurrection en tant que telle tandis que niions l'existence de conditions d'une insurrection victorieuse. C'est la même chose qui arrive avec la question du rythme de l'industrialisation et de la collectivisation.

Suivisme ou aventurisme

Quelques camarades sont troublés par notre dénonciation du cours stalinien actuel comme un aventurisme ultra-gauchiste. Un de nos amis prouve que "la collectivisation totale" n'a pas, de la part de la direction un caractère "aventuriste", mais au contraire un caractère purement "suiviste". Il n'y a là aucune contradiction. Le "suivisme" toujours et inévitablement débouche sur l'aventurisme ultra-gauche, soit en supplément, soit directement. La régénération du bolchevisme passe par l'inévitable décomposition chimique des éléments d'opportunisme et de "révolutionnarisme" creux.

Il ne faut pas oublier que l'aventurisme peut être de deux sortes. L'un exprime l'impatience révolutionnaire de l'avant-garde et aboutit à se ruer en avant avec trop de précipitation; le second exprime le désespoir politique de l'arrière-garde à la traîne. Dans les manifestations d'avril et de juillet en 1917, quelques bolcheviks ont indubitablement apporté un élément d'aventurisme. La même tendance, s'exprimant cependant plus nettement et avec des conséquences bien plus graves, peut être découverte dans l'insurrection des spartakistes en 1919 quand ils essayèrent de sauter par-dessus la phase de l'Assemblée constituante. D'un autre côté, la tactique de la direction allemande dans les journées de mars 1921 était une tentative de déclencher une insurrection sur une vague qui refluit. La tactique de la direction ultra-gauchiste en Allemagne en 1924 était un supplément aventuriste du suivisme de 1923. Le soulèvement de Canton en 1927 était la transformation de l'opportunisme 1925-27 et en même temps un exemple classique du désespoir de l'arrière-garde.

Le mouvement des paysans vers les kolkhozes, provoqué par une combinaison de mesures économiques et administratives, est devenue une force élémentaire. La politique de la bureaucratie a été au fond un modèle de suivisme. Mais la bureaucratie n'a pas seulement clamé que sa politique était sa plus grande victoire - "Si on doit aller se promener, allons y pour de bon" cria le perroquet quand le chat l'attrapa par la queue - mais développé une pression insensée sur la paysannerie au nom de la liquidation des classes. Le suivisme s'était transformé directement en aventurisme.

Peut-on appeler "ultra-gauchisme" cet aventurisme et dire que nous, Opposition, l'attaquons de la droite ? Stratégiquement, ce

serait bien entendu absurde parce que le zigzag tactique de Staline sape la stratégie révolutionnaire de classe. Tactiquement cependant nous avons cette fois de la part des staliniens non un zigzag à gauche mais un zigzag ultra-gauchiste - on ne peut l'appeler autrement.

Tout en élaborant notre tactique et notre stratégie au III^e congrès de l'I.C., nous rejetons, l'aventurisme ultra-gauchiste de Zinoviev, Bela Kun, Maslow et autres. Lénine n'avait pas peur de dire qu'il les critiquait cette fois de la droite. Certains de mes amis en ont été troublés. Ce fétichisme des mots est une maladie déplaisante.

Le cours de droite en tant que ligne stratégique consiste à s'appuyer sur le fermier capitaliste au village - capitalisme en cours d'installation. Dans les premières années, Staline est allé loin sur cette route. A présent il va très exactement dans le sens inverse. Le programme de la liquidation administrative du koulak est une caricature ultra-gauchiste d'un cours révolutionnaire. Tactiquement, nous sommes en ce moment à la droite de la course du zigzag. Stratégiquement, nous continuons à être sur une ligne révolutionnaire fondamentale.

Le 14 juin 1929, quand le tournant officiel à gauche commença à se faire sentir, j'écrivais à Khristian Rakovsky et aux autres exilés ce qui suit:

"Après que les suivistes aient manqué la situation révolutionnaire en Allemagne en 1923, il s'en est suivi un très profond zigzag ultra-gauchiste en 1924-25. Ce zigzag ultra-gauche s'est développé dans des canaux droitiers: la lutte contre les industrialisateurs, le flirt avec LaFollette et Radich, l'Internationale paysanne, le Guomindang, etc... Quand l'ultra-gauchisme s'est cassé la tête à droite, un cours à droite a commencé. Il n'est donc pas inconcevable que nous ayons maintenant une reproduction étendue de la même chose dans une étape nouvelle, c'est-à-dire l'ultra-gauchisme s'appuyant sur des prémisses opportunistes. Les forces économiques peuvent cependant briser cet ultra-gauchisme dès le début et donner à l'ensemble du cours une orientation décisive à droite."

Comme l'activité principale de Jaroslavsky est de surveiller la correspondance des Oppositionnels, il peut facilement vérifier cette citation. Ni l'ultra-gauchisme stalinien, ni le tout dernier tournant à droite n'étaient pour nous inattendus. En tant que marxistes, nous devons nous orienter non sur la psychologie des bureaucrates, mais sur "les forces économiques".

Allons-nous appeler à la retraite ? Le camarade cité plus haut exprime l'idée que le mot d'ordre de "retraite" ne nous convient pas. D'ailleurs, ajoute-t-il, Staline va reculer. Cela vaut-il la peine de joindre notre voix aux appels de ces politiciens de second ordre ? S'il s'agissait d'un Etat bourgeois, ces critiques seraient justes. Nous ne sommes pas du tout obligés de donner des conseils même à la bourgeoisie la plus démocratique et sociale quant à la façon de sortir de ses difficultés. Au contraire, nous devons les exploiter sans merci pour dresser la classe ouvrière contre l'Etat capitaliste. La position d'Urbahns sur l'U.R.S.S. est une caricature de la politique marxiste vis-à-vis d'un Etat bourgeois. Mais en dépit des Jaroslavsky nous avons considéré et nous considérons encore l'Etat soviétique comme un Etat prolétarien. Même si Jaroslavsky "cite" des paroles qu'il nous attribue d'après le Bulletin sur "la mort inéluctable de la Révolution d'Octobre" cet honorable homme qui-écoute-aux-portes ment. Nous n'avons jamais dit ça, nous n'avons jamais écrit ça et nous n'avons jamais pensé ça, bien que nous ne nous dissimulions pas, ni à nous, ni au parti, les dangers terribles dont approche la révolution d'Octobre comme résultat des erreurs monstrueuses de la dernière période. L'Opposition n'identifie l'Etat soviétique ni avec Jaroslavsky ni avec Staline. Elle considère l'Etat soviétique comme son Etat et le défendra non seulement des ennemis de classe ouverts mais aussi de ceux qui le volent de l'intérieur, dont Jaroslavsky n'est pas le moindre!

Dans le même article "Sur l'évolution du Trotskysme", Jaroslavsky répète une fois de plus que "L.D. Trotsky était convaincu il y a un an que notre parti allait être obligé de l'appeler au secours". Dans le même sens, il était supposé avoir averti "ceux qui l'accompagnaient" (les agents du G.P.U.), que selon toute probabilité, il devrait être rappelé pour rétablir la situation dans quelques mois. Jaroslavsky ment! Ce n'est pas ce que j'ai dit. Ce n'est pas ainsi que j'ai parlé. Avec l'Opposition tout entière, j'ai dit que le pays entrait dans une phase de difficultés nouvelles, sur une base historique supérieure, que la direction ne voit rien et ne prévoit pas que ces difficultés peuvent provoquer une crise grave dans deux ans, un an ou même dans quelques mois. J'ai dit alors qu'on se rendrait compte que l'appareil du gouvernement comme celui du parti sont submergés de bureaucrates, de carriéristes, de traîtres politiques, etc., mais que l'Opposition combattrait fidèlement avec le noyau révolutionnaire du parti. "Vous aurez honte", ai-je dit à mes "accompagnateurs", "si vous avez à aller chercher les Oppositionnels directement en prison ou en exil pour qu'ils aident en ce difficile moment". Ce pronostic demeure valable encore aujourd'hui. Ce qui est plus vrai encore, c'est qu'il est plus réel et plus aigu.

Comment on flatte la paysannerie

Jaroslavsky ajoute au dépouillement économique brutal et absurde la flatterie politique indécente. A propos de mes paroles selon lesquelles la paysannerie, devant les portes fermées du marché, "se rue" vers la collectivisation, Jaroslavsky écrit:

"Trotsky, conservant toujours son ancienne idée de la paysannerie force ennemie, ne peut l'imaginer autrement que sous la forme d'un troupeau qui "se rue" dans les portes ouvertes de la collectivisation".

Je n'ai pas comparé la paysannerie à un troupeau. Pour de telles comparaisons, il faut la psychologie de laquais de Jaroslavsky. A aucun moment je n'ai considéré la paysannerie comme une force ennemie, pas plus que je ne la considère comme une force socialiste consciente. La paysannerie est contradictoire. En elle, sa dépendance à l'égard des forces élémentaires de la nature est encore terriblement forte, même aujourd'hui, avec sa terrible dispersion et son économie sans espoir. Marx et Engels écrivaient en leur temps au sujet de "l'idiotie de la vie rurale". Les populistes ont dit à ce sujet pas mal de tristes choses et ont déduit du Manifeste communiste une prétendue inimitié des marxistes à l'égard de la paysannerie. En quoi Jaroslavsky en diffère-t-il ? Autant le paysan est réaliste sur les questions de son entourage immédiat, autant il tombe victime de l'instinct aveugle sur les questions plus vastes.

Toute l'histoire de la paysannerie est telle qu'après des décennies et des siècles de lourde immobilité, il plonge soit dans une direction, soit dans l'autre. Les soldats paysans ont écrasé la révolution de 1905. La paysannerie a élu des S.R. à l'assemblée constituante de 1917, mais ensuite a aidé les bolcheviks à les chasser. Combien de fois s'est-elle ruée dans une direction; puis dans une autre pendant la guerre civile avant de lier fermement son sort à celui du pouvoir soviétique ? Pour libérer le paysan des forces élémentaires qui pèsent sur sa conscience, il faut qu'il soit "dépayannisé". C'est la tâche du socialisme. Mais c'est tranché

non par la forme de la collectivisation mais par une révolution de la technique agricole. Le paysan avancé comprendra tôt ou tard que l'oppositionnel voit beaucoup plus loin sur la question paysanne que le bureaucrate dirigeant. Evidemment le sort voulait se payer une bonne partie de rire aux dépens de Jaroslavsky. Dans le même numéro de la *Pravda* (30 mars) où paraît cet article malveillant et malheureux, il y a un compte-rendu du discours de Bulat au plénum de la conférence de district de Moscou. Bulat dit que, dans une des sections, "les sentiments de droite dans les rangs du pâti étaient très forts. Le comité de district a révoqué plusieurs responsables. Et toute l'organisation est allée à gauche jusqu'au tour complet". C'est littéralement ce qu'il dit. Ce discours ne porte pas sur une masse paysanne, mais sur une organisation du parti qui est supposé personnifier la conscience de la classe ouvrière. Et le dirigeant officiel nous dit qu'après avoir écarté quelques "droitiers", l'organisation "s'est jetée" vers l'ultra-gauchisme. C'est bien plus caractéristique des "troupeaux", pour parler le langage servile d'un Jaroslavsky.

Le tableau dessiné par Bulat symbolise néanmoins tout le destin du parti pendant les deux dernières années. Après le cours ultra-droitier dont Boukharine était le théoricien, le parti, sous les coups de l'appareil stalinien s'est rué vers la collectivisation intégrale. Si ce plongeon a été pour la paysannerie un malheur historique, pour le parti en tant que sélection consciente, une telle condition n'est plus seulement un malheur, mais une disgrâce. C'est le régime stalinien dans lequel Jaroslavsky occupe une place honteuse, mais pas la dernière, qui a conduit le parti à cette disgrâce.

Cependant, sur laquelle de mes idées anciennes de la paysannerie en tant que force ennemie Jaroslavsky écrit-il ? Ne s'agit-il pas de ces idées que j'ai exprimées, disons, il y a trente ans, pendant mon premier exil et dont Jaroslavsky a fait un compte-rendu très enthousiaste au printemps de 1923 ? "Autour de lui", nous dit Jaroslavsky, "Trotsky ne voyait que le village. Il était chagriné par ses besoins. Il était déprimé par son isolement et son manque de droits", etc. Jaroslavsky non seulement considérât qu'il était nécessaire de célébrer l'attention exceptionnelle que je donnais à la paysannerie et ma connaissance de toute la vie paysanne, mais il réclamait également que mes articles de jeunesse sur la paysannerie soient rassemblés dans un livre de textes pour être étudiés par la jeune génération. Littéralement !

J'ai mentionné cette réponse grossièrement flatteuse dans mon autobiographie, jetant au visage de Jaroslavsky et de nombre de mes autres critiques leurs propres paroles de la veille. En relation avec cela, Jaroslavsky parle maintenant de "l'éloge de lui-même que fait Trotsky dans son autobiographie". Il oublie seulement d'ajouter que cet "éloge de lui-même" consiste en citations empruntées à ceux qui ont dirigé la campagne d'empoisonnement et de calomnie - dont les dimensions sont sans exemple pendant les sept dernières années. Je n'ai aucun plaisir à remuer tout cela. Et je serai cru non seulement d'un révolutionnaire, mais de toute personne qui pense et n'est pas contaminée par l'esprit dégradant du bureaucrate carriériste. J'ai seulement fait ce que je considérais comme mon devoir révolutionnaire. Staline et ses Jaroslavsky m'attaquent précisément parce que je représente un ensemble d'idées qu'ils abhorrent.

Pour mener à bien cette lutte, ils ont estimé nécessaire de bouleverser toute l'histoire du parti et de la révolution sans laisser un seul point vivant intouché. Mettre en déroute leur campagne calomnieuse, ce n'était même pas seulement une question d'autodéfense personnelle, mais une nécessité politique. Je l'ai fait dans plusieurs ouvrages. Dans *La Révolution défigurée*, *Ma Vie* et finalement dans le livre *La Révolution permanente*. Dans ces travaux, j'expose sur la base de faits historiques exacts de documents et de citations le tissu de mensonges de l'école stalinienne dans laquelle Jaroslavsky occupe un honteux fauteuil de second rang. Par rapport à ces livres, qui ont déjà été publiés en plusieurs langues et continuent à être traduits et réédités, les staliniens ont observé un silence complet. Qu'ils essaient donc de réfuter mon exposé. qu'ils se défendent contre ces contradictions calomniatrices, ces falsifications, ces calomnies dont je les accuse sur la base de documents incontestables et le plus souvent de leurs propres déclarations. qu'ils réfutent au moins l'une des citations, au moins un iota des preuves que j'apporte. Ils ne le peuvent pas - ils sont condamnés par leurs propres actes. Ils sont dans l'étau de leurs propres contradictions, compromis par leurs propres dénégations, et leur impuissance idéologique est révélée par l'inconsistance de leurs propres mensonges. La vie ne s'arrête pas. La vie continue, confirmant critiques et pronostics de l'Opposition.

Pourquoi la nouvelle polémique ?

Pourquoi, après toutes les précédentes liquidations, écrasements, enterrements de l'Opposition, Jaroslavsky est-il obligé, ou plus exactement pourquoi l'a-t-on chargé de s'engager dans une polémique hautement principielle contre l'Opposition ? Même avec les pires déformations, l'homme qui écoute aux portes a été obligé de citer le *Biulleten Oppostitsii* et de divulguer en partie sous l'effet du besoin, en partie par sa propre sottise, des choses très désagréables pour la fraction stalinienne.

Si l'on regarde de plus près les articles de Jaroslavsky, on ne peut qu'en conclure qu'il a écrit d'abord pour faire peur aux rangs inférieurs de l'appareil stalinien. Empruntant au *Biulleten* des citations très désagréables pour Staline, Jaroslavsky leur a dit : "Vous entendez ce que dit l'Opposition ? Attention de ne pas répéter ce qu'elle dit ! Sous la pression de la base, l'inquiétude grandit dans l'appareil et des voix condamnant le dernier zigzag se font entendre de plus en plus fort. C'est justement pour cela que Jaroslavsky s'est mis de façon aussi inattendue à parler des espoirs de Trotsky d'être rappelé pour "sauver" la révolution. Jaroslavsky, un petit peu trop zélé, a couru trop loin et a révélé une inquiétude excessive. On entend un craquement dans l'appareil et qui Jaroslavsky effraye-t-il ? Les siens. Assis, taisez-vous. Peu importe si vous croyez ou non en la direction, taisez-vous. N'exprimez aucun doute, autrement l'appareil sera mis en danger par "l'intervention" du trotskysme. C'est là le sens de l'article de Jaroslavsky ; c'est en cela que consiste sa musique politique.

Mais cette musique-là ne peut pas longtemps recouvrir le bruit du craquement dans l'appareil. Comme résultat des dernières expériences, qui démontrent que la direction tourne en rond sans cervelle, la différenciation interne dans le parti va s'accroître considérablement. La droite connaîtra certainement une nouvelle croissance qui portera en avant de nouveaux dirigeants, avec peut-être des noms moins connus mais plus sérieux et plus consistants. Il faut prévoir ce danger. Mais il faut aussi un réveil - et c'est ce qui est en train d'arriver - dans le parti.

Jour après jour va grandir le désir de vraiment comprendre le dernier saut à gauche en rapport avec la "ligne générale dans son ensemble" - qui, hélas, n'a en réalité jamais existé. Il est bien possible que la discussion d'avant congrès ne soit pas aussi calme que le voudraient les éléments bonapartistes de la bureaucratie. Les nouvelles que Staline a une fois de plus essayé de différer le congrès jusqu'à l'automne, c'est-à-dire au nouveau retournement complet, le cent-unième à ce moment, et que son propre comité central a résisté sont hautement crédibles et en même temps très symptomatiques. Cela signifie le commencement de l'éveil du parti.

Un nouveau chapitre s'ouvre devant l'Opposition - lourd de responsabilités. En dehors de l'Opposition, personne ne donnera au

parti un tableau clair de ce qui arrive aujourd'hui dans une liaison inébranlable avec la politique de toute la période d'après la mort de Lénine. Personne, sauf l'Opposition, n'est capable de donner au parti une orientation principielle juste.

L'homme qui écoute aux portes mentionne de nouvelles déclarations de repentir et des voix sceptiques d'oppositionnels isolés. Par la force combinée de la famine, des mesures du G.P.U., des exhortations de Jaroslavsky et des élucubrations théoriques des professeurs dont le rouge tire sur le jaune, on prépare pour le XVI^e congrès un nouveau groupe de capitulards. Mais Jaroslavsky passe sous silence les centaines d'Oppositionnels récemment arrêtés à Moscou seulement, la renaissance des activités de l'Opposition dans le parti et la croissance et la consolidation de l'Opposition internationale.

Isolément et en groupes, les oppositionnels à qui la collectivisation complète avait donné le vertige, sont obligés par la logique de l'inertie à présenter leur repentir au XVI^e congrès, à un moment où commence le difficile retour au sang-froid. Bien, il faut ajouter un nouveau groupe de réputations révolutionnaires broyées. A leur place, des centaines viennent déjà, selon les statistiques du G.P.U. Demain des milliers et des dizaines de milliers suivront. Ce ne sont pas les Jaroslavsky qui peuvent briser le lien entre l'Opposition et le parti, non, maintenant moins que jamais.

(13 avril 1930)

Cher Camarade Gérard,

Pas de nouvelles de vous.

Je suis un peu inquiet à cause de Rieder. La camarade Marguerite est en relations avec R(ieder), l'interroge sur les droits étrangers etc., elle m'envoie ses lettres. Des contradictions peuvent se produire entre nous (et c'est peut-être le but que poursuit R. avec sa correspondance).

Je vous transmets sa lettre.

Pour l'édition hébraïque (Mizpat, Tel-Aviv), j'ai déjà accepté directement en réponse à la proposition directe. Maintenant R. intervient. Avez-vous communiqué avec M. Marx sur les droits étrangers ? Il faut prendre une position nette sur cette question pour ne pas s'embrouiller.

Mon opinion: après l'escroquerie démasquée de R. (avec le polonais), nous lui contestons le droit sur les éditions étrangères tout entier en même temps nous persistons à interpréter le traité dans le sens des droits européens comme il sort de la correspondance de R.

Je vous rappelle que R. avait esquivé pendant des mois sans répondre à mes questions réitérées sur ses pourparlers étrangers. Par ces procédés, il avait soulevé des soupçons sur sa loyauté. Et voilà que nous découvrons un fait précis de sa fourberie. Je crois que c'est un fait capital qui doit produire la plus grande impression, surtout si on établit ce fait par la correspondance (mes questions, les réponses évasives de R., mes répétitions, ses équivoques, etc.).

J'ai reçu du camarade Naville la communication que, "par suite de la demi-défection des Italiens et des Belges", on n'a ni adopté un manifeste ni créé un bureau. Si j'ai bien compris à la suite de la demi-défection des autres...on l'a solidement complétée. J'attendrai d'ailleurs des renseignements plus complets pour me prononcer.

Ils ne savaient pas

C'est un pur hasard si Staline, Krestinsky, Jakubovicz et autres ont fait alliance avec Schumann et Kerensky

(avril 1930)

Dans le dernier numéro nous avons relaté l'histoire du procès de L.D. Trotsky contre l'éditeur de Dresde Schumann (maison Reissner). Nous allons brièvement rappeler l'affaire.

Arrivant à Constantinople en se présentant comme un ardent partisan de Karl Liebknecht, Schumann a passé un accord avec le camarade Trotsky pour publier plusieurs de ses livres. Peu après la signature du contrat, cependant, l'auteur a découvert que, quelques mois auparavant, Schumann avait publié l'ignoble livre de Kerensky contre Lénine, Trotsky et les bolcheviks en général. L'auteur demandait au tribunal d'annuler le contrat. Le tribunal de Berlin a agréé sa demande en reconnaissant que l'éditeur avait dissimulé à l'auteur une sorte de circonstance qui ne pouvait pas ne pas avoir sur lui une grande influence.

L'ensemble de ce procès n'aurait bien entendu eu qu'un intérêt secondaire si Staline et ses agents n'étaient pas intervenus dans l'affaire. Peu avant la session du tribunal (elle avait été reportée plusieurs fois), Schumann déclara à l'improviste au tribunal qu'il était devenu éditeur pour le compte du gouvernement soviétique qui l'avait chargé de publier cinq volumes de documents d'Etat. Sur la base du fait que "les successeurs moraux et politiques de Lénine" qui, selon l'opinion compétente de Schumann sont Staline et Molotov etc... ont assez de confiance en lui, l'éditeur du livre ignoble de Kerensky, pour lui confier la publication de documents d'Etat, Schumann déniait à Trotsky le droit de rompre l'accord et voulait que le tribunal oblige l'auteur à lui remettre le manuscrit du livre Lénine et les épigones. A l'époque où il discutait avec le camarade Trotsky, Schumann n'avait pas et, d'après les circonstances, ne pouvait avoir de rapports avec le gouvernement soviétique. Il n'y avait pas non plus de tels rapports au moment où Trotsky s'est adressé au tribunal. C'est précisément comme résultat de cette initiative que les rapports en commencés. Et ce ne pouvait être que sur cette base.

L'intérêt de Staline pour les éditions étrangères des ouvrages du camarade Trotsky n'a pas besoin d'être prouvé. Il suffit de mentionner le sort de Blumkine et de noter au passage que les vieux livres de L.D. Trotsky, comprenant des documents officiels du parti, de l'Internationale communiste, du gouvernement soviétique, du département de la guerre, etc., écrits par lui ont été enlevés des entrepôts, librairies et bibliothèques et détruits. Dans la liste des publications proposées par Schumann, le livre Lénine et les épigones figurait à la première place, comme il a été indiqué. Il n'est pas non plus nécessaire d'expliquer l'intérêt particulier de Staline pour ce thème. Le lien de Schumann avec les institutions soviétiques de Berlin a été établi par le chef du bureau de presse de l'ambassade. Au moins c'est cette personne que Schumann a nommée en premier comme témoin qu'il demandait au tribunal. Il est très probable que ce fut précisément le chef du bureau de presse, comme c'était dans ses attributions, qui informa Moscou de la publication prochaine par Reissner du livre de Trotsky, Lénine et les épigones. Le lien était fait. Il devint amitié. Le gage de l'amitié fut une commande pour cinq volumes de documents d'Etat. On connaît bien la nature de ce type de documents: ce n'est pas l'éditeur qui paie l'auteur, mais ce dernier qui finance l'éditeur. L'importance du subside dépend de l'importance des problèmes politiques que poursuit celui qui passe commande. Toutes les circonstances conduisent à supposer que Schumann avait fait du bon travail. De toute évidence, Staline aussi pensait que le jeu en valait la chandelle.

Quel est l'objectif pratique immédiat de Staline ? Il est clair: pour s'assurer la disposition illimitée du livre de Trotsky, Lénine et les épigones, ainsi que la série des livres suivants, Schumann lui-même n'a bien entendu pas besoin du livre maintenant; il a déjà reçu une avance de Staline et à une échelle qu'il n'avait pas imaginée auparavant. Mais le malheur est qu'il n'est d'aucune utilité à Staline sans le livre. C'est pourquoi Schumann continue maintenant le procès. Après l'avoir perdu à Berlin, il l'a transféré à Dresde. Les frais légaux ne l'arrêtent évidemment pas. Les cinq volumes de documents d'Etat suffisent à nourrir son idéalisme légal. D'autant plus qu'il n'y a aucune raison pour que les cinq volumes ne deviennent pas huit ou dix. Les juristes considèrent que le seul atout dans son vilain jeu est la commande du gouvernement soviétique. Les "successeurs moraux et politiques de Lénine" cautionnent en quelque sorte devant le tribunal le droit de Schumann de publier un livre qui prouve que les épigones.. sont des épigones et par conséquent nullement les successeurs politiques ou moraux de Lénine.

Nous avons déjà indiqué la dernière fois que, dans sa dernière déposition au tribunal de Berlin, Schumann proposait de convoquer deux témoins: le communiste Jakubovicz, secrétaire de l'ambassade de Berlin, et le calomniateur Kerensky. Jakubovicz, pour prouver que Staline a vraiment passé et aussi à temps commande à Schumann et a par conséquent confiance en lui. Kerensky pour prouver que Lénine et Trotsky étaient réellement des agents des Hohenzollern. Si l'autorité de Jakubovicz s'était révélée insuffisante, on peut supposer que même Kerensky n'aurait pas refusé de rendre le service nécessaire à Schumann et Staline.

Cette affaire exceptionnellement scandaleuse provoque trouble et confusion dans les cercles d'"amis" de l'ambassade, qui ne sont pas très larges, dans la mesure où le mécanisme des coulisses de l'affaire n'a pas été éclairé comme il le faudrait. Krestinsky, Jakubovicz et les autres calment les "amis" excités et troublés en leur assurant catégoriquement qu'ils ignoraient - imaginez ils n'en avaient pas idée! - que Schumann avait publié le livre de Kerensky. Et les amis s'empressent de le croire. Il y a ainsi des "amis de l'U.R.S.S." bien spéciaux qui portent cette appellation comme ceux d'autrefois portaient celle d'assesseur du collège ou de conseiller aulique. Ces "amis" étaient prêts auparavant à croire les explications de tout Besedovsky (avant qu'il saute par la fenêtre) exactement comme ils ne voudraient pour rien au monde croire le fait que Blumkine a été fusillé. Mais l'ennui est que exception faite de ces messieurs dont l'amitié pour la révolution d'Octobre s'exprime surtout dans des voyages d'été aux frais de l'Etat, il existe des amis réels de la Révolution d'Octobre, pas seulement de nom, qui voient d'un œil différent l'alliance de Staline avec Schumann et Kerensky - par l'intermédiaire de Krestinsky et Jakubovicz - contre Lénine et Trotsky. Quant à nous, nous ferons tout pour qu'ils sachent la vérité.

Ou peut-être cette alliance n'existe-t-elle pas ? Car Jakubovicz assure qu'ils ont trouvé Schumann par hasard. Ils ne savaient ni

que Schumann avait décidé de publier le livre de Trotsky, ni que Trotsky avait décidé de lui refuser le livre. Ce sont des hommes d'Etat - doivent-ils se tracasser avec semblables questions? Ils n'étaient même pas au courant du procès de Trotsky contre Schumann. Quand ils ont fait à Schumann la commande d'Etat, ils ne s'étaient pas ennuyés à recueillir des informations sur lui. Ils n'ont même pas regardé ses brochures. Ils étaient peut-être très pressés: les documents ne souffrent pas de délai. Mais peut-être Jakubovicz est-il simplement tombé amoureux des yeux bleus de Schumann ? Staline n'a pu résister à Jakubovicz et a donné la grosse commande à Schumann. Dans cette affaire, tout est arrivé par hasard. Seul Bryukhanov respirait régulièrement. Et tous les hasards de Staline-Krestinsky ont coïncidé avec le procès de Trotsky contre Schumann. Il n'y a rien à faire avec quelqu'un qui refuse de croire. C'est ce que ne veulent pas les sceptiques et ceux qui doutent: croire. Il n'y a pas longtemps Staline expliquait que les communistes doivent être "aussi purs et transparents que le cristal" dans leurs actions. Et qui le saurait mieux que Staline ?

Bien, parfait, croyons tout cela. il n'y a pas d'alliance. Il se trouve seulement que Staline a tamponné Schumann par l'intermédiaire de Krestinsky qui ne regardait pas et avec l'aide de Jakubovicz qui n'écoutait pas. Tout est possible. Mais tout de même Schumann a publié le livre de Kerensky et ce livre, avec toute sa stupidité et son manque de talent qu'on pourrait invoquer au tribunal comme circonstances atténuantes, demeure l'un des livres les plus pourris jamais écrits contre les bolcheviks. Quelles initiatives Staline et tous les Krestinsky et Jakubovicz ont-ils l'intention de prendre pour se dégager de Kerensky ? C'est aujourd'hui l'unique question d'une importance politique.

L.D. Trotsky a été trompé par Schumann. Mais cela n'a pas empêché l'auteur, cloué à Constantinople, pieds et poings liés d'attaquer Schumann et, par un procès, d'obtenir un arrangement favorable du tribunal. Qu'est-ce qui empêche Staline d'en faire autant ? Après tout, un tribunal allemand a décidé qu'un compagnon d'armes de Lénine a le droit de rompre un accord avec Schumann si à l'époque du contrat, on a caché à l'auteur un livre de Kerensky. La voie a été frayée pour Staline et Krestinsky. Ils n'ont qu'à s'adresser au tribunal et ils obtiendront l'annulation de ce contrat "de hasard" beaucoup plus facilement que Trotsky. Si réellement ils ne savaient rien de tout cela, s'ils n'ont aucune alliance avec Schumann et ne cherchent pas à en avoir une, leur voie est claire: se tourner vers le tribunal.

Mais ils ne le feront pas. Pourquoi ? Parce que les tribunaux ne sont pas aussi naïfs que les "amis" en titre. Et Schumann n'est pas si simple que ça. Contrairement aux "amis", Schumann sait très bien comment et pourquoi il en est arrivé à connaître d'abord le chef du bureau de presse, puis Jakubovicz, ensuite la Maison des Editions d'Etat et - plus important - le département monétaire du Commissariat du peuple aux finances. Schumann - et pas Schumann tout seul - garde ces doux souvenirs gravés non seulement dans les tables de son cœur, mais dans un des tiroirs de son écritoire. En cas de besoin, il peut présenter au tribunal un historique de ses relations avec les agents de Staline qui lui ont expliqué de façon si convaincante précisément où trouver les "successeurs moraux et politiques de Lénine". C'est vrai que Schumann va ainsi nuire quelque peu à sa réputation. Mais premièrement, il n'a pas tout à perdre surtout s'il est poussé aux extrémités. Staline ne peut pas en appeler aux tribunaux. Krestinsky et Jakubovicz n'oseront pas. Il ne pourrait pas autrement ne pas apparaître que Staline n'est pas aussi pur et transparent qu'il devrait l'être selon les lois de la cristallographie.

C'est pourquoi Schumann, en dépit de son échec initial, considère l'avenir avec espoir. Du côté de Staline, Krestinsky ne le menacera de rien. Il a des alliés et des inspirateurs en coulisses. Ce n'est pas de là que viendra la lutte contre ceux qui salissent en publiant des textes odieux contre le bolchevisme.

A nos amis de l'étranger

avril 1930

La crise profonde qui a secoué l'économie soviétique et le parti donne à la question de liaisons solides avec l'Union Soviétique un caractère particulièrement grave et urgent. Il faut assurer à notre Biulleten un afflux de correspondance, d'articles et d'information d'U.R.S.S. en général. Cette tâche et d'autres peuvent être résolues; tout ce qu'il faut, c'est de l'initiative, de l'ingéniosité, de l'opiniâtreté.

Nous nous tournons vers nos amis de l'étranger et leur demandons ardemment non seulement de redoubler mais de décupler leurs efforts pour le maintien de notre Biulleten. Ne manquez aucune occasion de nous donner l'aide dont nous avons tant besoin, nous envoyer, de la littérature, nous procurer des informations, créer ou renforcer des liens.

Il faut envoyer en Russie des adresses étrangères pour l'envoi systématique de la correspondance. Plus nous aurons d'adresses, plus large sera notre correspondance et mieux le Biulleten pourra commenter les tâches de la Révolution d'Octobre qui est en train d'expérimenter une crise profonde.

Il faut suivre avec soin ce qu'on reçoit d'U.R.S.S. par des lettres et articles adressés à temps à notre comité de rédaction.

Il n'est pas moins important d'expédier le Biulleten en U.R.S.S., même s'il ne s'agit que d'exemplaires isolés. Le nombre de touristes qui viennent d'U.R.S.S. et y retournent est très élevé. Parmi eux, le pourcentage de gens qui sympathisent avec nous est significativement élevé, comme en témoignent nos amis de l'étranger. Il faut seulement une bonne organisation. Il faut désigner des camarades pour nouer les liens et prendre les dispositions convenables pour les communications et le transport.

Pas de perte de temps! Au travail!

Des oppositionnels fusillés

(avril 1930)

Le meurtre de Blumkine n'était qu'un commencement. Nous sommes informés de l'exécution de deux oppositionnels de plus, les camarades Silov et Rabinovicz. De toute évidence, l'histoire idiote d'oppositionnels participant au sabotage des chemins de fer voulait montrer autre chose, apporter, si l'on veut, une certaine explication pour l'attaque thermidorienne contre les bolcheviks-léninistes. Mais les camarades Silov et Rabinovicz n'avaient aucun lien d'aucune sorte ni avec le "sabotage", ni avec les chemins de fer.

Le fait que Staline ait dissimulé jusqu'à présent qu'il avait fusillé Blumkine montre qu'il n'a rien à dire pour justifier ce perfide assassinat. Les motifs de Staline pour ces nouveaux crimes doivent être expliqués par le désir de vengeance et la peur de l'usurpateur.

L'assassinat n'intimide pas l'Opposition, ce n'est pas la peine de le dire; et il n'empêche pas Staline d'en méditer d'autres. Nous avons lourdement souffert des crimes de l'appareil stalinien. Mais nous n'identifions pas l'appareil et le parti. Le châtimement en réponse à la politique meurtrière de Staline, c'est le droit du parti dans son ensemble. Il nous en incombe à nous, qui sommes dans ses rangs.

Khristian Georgevicz Rakovsky en danger

(avril 1930)

Dans le dernier numéro du Biulleten, nous donnions des nouvelles de la santé du camarade Rakovsky. Maintenant, nous avons reçu de nouvelles informations, plus inquiétantes, sur son état. Nous sommes informés qu'au début mars, Khristian Georgevicz a eu une sévère crise cardiaque. C'était la seconde dans la période récente. Elle s'est produite à 6 heures du matin. Les médecins craignaient pour la vie du camarade Rakovsky s'il ne pouvait être immédiatement transféré pour un traitement climatique en sanatorium. Son envoi ultérieur à Barnaul est un désastre.

Le 26 mars, la famille de L.D. Trotsky a envoyé de Constantinople un télégramme à la famille de Rakovsky à Barnaul. Le texte est celui-ci: "Extrêmement inquiets pour santé Khristian". Aucune réponse à ce télégramme n'est parvenue. Il est tout a fait évident qu'il a été intercepté. En communiquant ces faits, cette criminelle initiative contre la vie du camarade Rakovsky, nous adressons de nouveau ces lignes à tous les amis, avec un appel à l'aide pour sauver Rakovsky!

16 avril 1930

Cher Camarade Winitsky,

J'ai reçu régulièrement votre journal. Les différentes adresses (Prinkipo, Büyük-Ada, etc.) désignent le même endroit. En vous remerciant de votre aimable attention, j'éprouve cependant le besoin de vous exprimer une certaine surprise de ma part en relation avec votre lettre. Depuis le début, Revolutionary Age, et son directeur, bien avant son apparition, m'ont dénoncé avec constance et énergie, moi ainsi que mes amis, comme des contre-révolutionnaires. Je ne peux douter qu'ils l'ont fait en toute honnêteté et conviction.

Vous-même, cher camarade Winitsky, signez, "fraternellement". Je n'ai pas le moindre droit de contester la sincérité de cette salutation. Mais, dans la mesure où nous ne sommes pas des diplomates et où ce que nous disons doit correspondre à ce que nous pensons, je suppose que, sinon Revolutionary Age dans son ensemble, au moins une fraction ne nous considère plus comme des "contre-révolutionnaires". Ne serait-il pas souhaitable de l'admettre ouvertement ?

Je soulève cette question non dans mon intérêt mais dans celui de la clarification politique en général.

C'est dans cet esprit aussi que je signe

Un grand pas en avant

L'unification de l'Opposition de gauche

Le 6 avril a eu lieu à Paris la conférence préparatoire de l'Opposition de gauche internationale. Les organisations suivantes étaient représentées : la Ligue communiste de France, la Communist League of America, l'Opposition unifiée allemande, le Groupe d'opposition du parti communiste de Belgique, l'Opposition espagnole, l'Opposition de gauche de Tchécoslovaquie, l'Opposition communiste hongroise et le groupe d'opposition juif de France. L'Opposition de gauche du P.C. russe qui ne pouvait être représentée pour des raisons de police, a envoyé une lettre affirmant son soutien à la conférence. Deux groupes autrichiens ont agi de même. Les groupes d'opposition de Chine, du Mexique et d'Argentine n'ont pas pris part à la conférence du fait de la distance. Mais ces trois organisations partagent totalement le point de vue de la Gauche communiste internationale et ont insisté dans des lettres sur la nécessité de l'union internationale. Leur adhésion aux décisions de la conférence ne fait pas de doute.

Les délégués à la conférence ont fait des rapports détaillés sur l'état de l'opposition dans leurs pays. La situation d'ensemble peut être brièvement caractérisée comme suit : l'année écoulée a été celle d'une incontestable renaissance de l'Opposition.

Elle a commencé par une clarification et un affinement des fondements de principe et une démarcation d'avec des éléments étrangers à l'Opposition léniniste qui s'étaient associés à nous par hasard. Le regroupement des forces qui est né de cette lutte a immédiatement donné vie au travail de l'Opposition et conduit à la création de publications imprimées militantes et à la formation d'organisations.

En France, il existe depuis six mois un hebdomadaire paraissant régulièrement, La Vérité, qui est devenu dans une certaine mesure le centre non seulement de l'Opposition française, mais de l'Opposition internationale; particulièrement les "Latins", (Italiens et Espagnols, y compris les latino-américains parlant l'espagnol). En même temps paraît depuis le mois de janvier de cette année un mensuel sérieux de l'Opposition, La Lutte de Classes, qui, avec le soutien des forces marxistes d'autres pays, promet de devenir l'une des meilleures publications marxistes. En Allemagne, après la scission du Leninbund s'est produite une unification de tous les groupes solidaires de l'Opposition russe, à savoir l'ancienne opposition du Leninbund, deux groupes de l'Opposition de Wedding et du Pfalz. L'Opposition qui a un député au Landtag prussien, a commencé à publier son propre organe, Der Kommunist, dont le premier numéro a paru en avril. Le journal a commencé comme bimensuel mais va bientôt devenir hebdomadaire. La League américaine publie un excellent hebdomadaire et commence à publier des brochures. En Autriche paraissent deux mensuels (l'unité de l'Opposition de gauche autrichienne n'a pas encore été réalisée). L'organisation tchécoslovaque a commencé sortir un organe. En Argentine, est paru le premier numéro d'un journal en espagnol, Verdad. Le groupe italien des bordiguistes en émigration publie tous les deux mois Prometeo. Les bordiguistes restent un groupe sympathisant de l'Opposition de gauche internationale. La dernière scission dans le parti officiel italien a montré que l'Opposition communiste de gauche y a beaucoup de partisans; leur groupement en organisation se fera incessamment. Un groupe de travailleurs juifs publie à Paris un organe oppositionnel Klarkheit à Paris. L'Opposition chinoise publie un journal (illégal) lithographié et publie légalement des ouvrages de l'Opposition internationale en particulier une série de brochures du camarade Trotsky.

L'Opposition de gauche n'a pas encore le caractère d'un mouvement de masse. Son travail n'est pas encore sorti de la phase préparatoire. La différenciation des compagnons de route de hasard, qui compromettaient les idées de l'Opposition et redoutaient sa croissance, a pris beaucoup de temps, mais elle était tout de même une très importante pré-condition de l'unification de l'Opposition et de son passage au travail large de propagande et d'agitation. C'est grâce à cela qu'a surgi la possibilité et la nécessité d'une étroite unité internationale de toutes les organisations oppositionnelles de gauche.

De même que la formation de fractions nationales d'opposition n'a pas signifié la création de deuxièmes partis, de même l'unification des fractions nationales ne signifie pas un cours vers une quatrième Internationale. L'Opposition de gauche se considère comme une fraction et agit comme telle. Il n'y aurait pas actuellement de scission si l'appareil du Komintern ne dépendait pas étroitement de la direction stalinienne qui est guidée avant tout par les intérêts de la bureaucratie centrisme et s'est compromis théoriquement et politiquement. C'est par le criminel travail de l'appareil que l'Opposition a été mise en dehors du cadre formel de l'Internationale communiste. Mais l'Opposition ressent son lien indissoluble avec ces quelques - malheureusement peu - centaines de milliers de révolutionnaires qui restent à l'intérieur du Komintern. L'objectif de l'Opposition est de faire revivre l'Internationale communiste sur des principes léninistes.

La conférence d'avril avait, comme on l'a déjà dit, un caractère préparatoire. Elle a mis sur pied un Secrétariat International et l'a mandaté pour publier un bulletin international et préparer la tenue d'une conférence plénière.

Le secrétariat est composé d'un représentant russe, d'un représentant allemand et d'un représentant français avec la possibilité d'ajouter un représentant de l'Opposition belge. L'application technique des décisions incombe à la Ligue communiste de France.

Le Bulletin International va paraître très probablement deux fois par mois: en dehors de l'échange de documents, de résolutions et informations de toute espèce sur le travail des organisations nationales, il servira à la discussion internationale et à l'élaboration d'une plate-forme internationale pour la prochaine conférence. La langue utilisée dans le bulletin sera le français; les articles et documents les plus importants seront également publiés en allemand; les articles et documents touchant les pays anglo-saxons seront publiés en anglais. Le premier numéro de ce bulletin devrait paraître à peu près au même moment que ce numéro du Bulletin russe.

La conférence muette

16 avril 1930

Cher Camarade Shachtman,

Remerciements tardifs pour votre rapport détaillé sur les événements de Berlin. Le tableau que vous peignez n'est pas très rose. J'ai appris maintenant - par Seipold, que la situation a pris un tour favorable. J'ai exprimé franchement aux amis berlinois la suspicion qu'il se trouve dans leurs rangs nombre d'agents de la bureaucratie officielle qui font leur sale travail de scissionnistes. En outre, je crois que ce type de procédés est tout à fait dans l'esprit de la pratique bureaucratique stalinienne et que nous devons mettre en garde contre lui partout, y compris en Amérique.

Et maintenant, sur la conférence internationale, elle a été pour moi une grande déception, à tous égards. Il n'était pas vraiment bien avisé de convoquer une conférence muette. Si nos adversaires n'ont conservé que la moitié de leurs esprits, et dans ce domaine, ils ont des cerveaux très créateurs - ils en tireront immédiatement et publiquement la conclusion : les représentants de l'Opposition qui y étaient réunis étaient aussi divisés ou à ce point dans le noir, ou les deux à la fois, qu'ils n'aient pas osé exprimer une seule idée politique. Personne après tout, personne qui pense politiquement ne croira que des gens sont venus de New York, de Berlin, de Prague, d'Espagne, etc. à Paris pour ne rien dire. Voyager pour garder le silence est réellement une dépense politique superflue. Pour constituer un secrétariat, on aurait seulement besoin de quatre ou cinq cartes postales, pas plus. On peut bien sûr dire que la majorité des délégués étaient présents à Paris. Mais le lecteur des communiqués officiels l'ignore et cela ne change en substance rien à la question.

Pourquoi n'a-t-on pas publié une courte déclaration de principe ou un manifeste ? Pourquoi ? Un tel document aurait été de la plus grande importance politique. On pourrait le montrer à tout ouvrier dans tout pays et s'en servir comme base pour le travail de propagande de l'Opposition internationale. Il faut toujours conserver à l'esprit que la majorité des groupes nationaux sont relativement faibles, sans tradition et sans autorité parmi les travailleurs, ce qui crée de grands obstacles et difficultés au début. Nous citons l'autorité de l'Opposition russe qui est plutôt abstraite pour les ouvriers. On donne souvent à l'autorité une tournure personnelle qui est politiquement inconfortable à tous égards et inadmissible sur le terrain des principes. Un ouvrier qui sympathise en général avec l'Opposition mais n'a pas encore une confiance suffisante en son groupe national pousserait un soupir de soulagement si on pouvait lui présenter une déclaration de principes succincte et claire. Et nous nous sommes privés de cette arme pour une période indéterminée ? Pour quelles raisons ? Le camarade Naville, dans une lettre rédigée à la hâte, m'en mentionne une : le refus des Italiens et le demi-refus des belges. Je ne peux en aucun cas accepter cet argument. Nous donnons une conférence pour donner une expression aux idées de ceux des groupes qui sont arrivés à la clarté, pas de ceux qui sont en pleine confusion. En outre, les Italiens n'étaient pas représentés officiellement et les belges étaient divisés. Le manifeste aurait pu être adopté à l'unanimité ou avec un vote contre d'un des belges. On peut m'objecter que nous ne voulons pas d'un heurt avec les gens de Bruxelles. Je crois que c'est encore plus difficile à comprendre car eux-mêmes guerroient contre nos camarades de Charleroi que nous devons soutenir sans réserves. En ce qui concerne les Italiens, je trouve également que la politique d'"indulgence" patiente est tout à fait fautive. Si nous avions pressé les Italiens de se décider par des articles exposant ouvertement la question, nous serions maintenant un peu plus avancés avec eux que nous ne le sommes, malheureusement.

Il faut reconnaître que nous avons perdu beaucoup trop de temps, même avant la conférence. Il aurait fallu constituer le secrétariat il y a six mois au moins, Urbahns n'aurait jamais pu faire, dans son organisation d'aussi relativement profondes percées s'il y avait eu une sorte de contrôle de l'Opposition internationale et si les membres du Leninbund avaient compris qu'il s'agissait de rompre avec l'Opposition internationale tout entière. Par cet inexplicable délai nous avons aidé Urbahns contre nous-mêmes, de même que nous aidons aujourd'hui les brouillons chez les Belges, les Italiens et ailleurs par cette conférence muette (c'est sous ce nom qu'elle entrera dans l'histoire).

J'insiste sur ce point parce que je sens que sur cette question importante, il existe des tendances qui sont en désaccord avec l'internationalisme révolutionnaire actif de l'Opposition et, si on ne les met pas au jour et si on ne les élimine pas à temps, elles peuvent devenir dangereuses.

Si je ne me trompe pas, les choses ne sont pas non plus en ordre au sens formel et ici, mon cher Shachtman, je dois vous mettre en cause directement. Par l'intermédiaire de vos bons offices, j'ai fait des propositions à la conférence. Mais elle n'en a pas entendu un mot. Qui a décidé, dans le dos de la conférence qu'une importante proposition qui lui était adressée ne lui serait même pas communiquée ? Cela ne me semble pas très "démocratique" en ce qui concerne la conférence elle-même. Ce qui est réellement non-démocratique (sans guillemets), c'est que 99%, sinon plus, des membres de l'Opposition seraient, si on le leur demandait, en faveur de la publication d'un tel manifeste. En outre, un référendum sur cette question ne serait pas très difficile puisque nous ne sommes hélas pas trop nombreux.

Ainsi, l'ensemble de la façon dont on a procédé me paraît politiquement tout à fait faux et organisationnellement un peu arbitraire.

Ce que vous me dites, sur la foi du camarade Pfemfert, au sujet de prétendues propositions de publication de ma biographie en yiddish est un malentendu. La somme est le dixième de celle que vous donnez dans votre lettre. Je suis tout à fait désolé que le projet du Militant soit beaucoup plus réduit que vous ne l'avez imaginé sur la base de ce malentendu.

J'ai reçu avec gratitude la lettre du camarade Martin Abern avec son importante information.

J'ai reçu une lettre très chaleureuse du camarade Winitsky et je joins une réponse à vos bons soins. J'ai malheureusement dû l'écrire également en allemand. Si votre conseil estime que ma réponse n'est pas prudente, ne remettez pas la lettre, rendez seulement compte oralement de son contenu pratique.

16 avril 1930

Cher Camarade Pfemfert,

Les éléments techniques que vous nous communiquez sont d'une grande importance. Les possibilités d'utiliser les plaques photographiques me sont "théoriquement" connues. Malheureusement, nous n'avons pas de photographe dans la maison. Mon fils ne connaît pas ce métier, et n'est que peu enclin à en faire l'apprentissage. En tous cas, je crois que maintenant il va nous falloir aborder sérieusement ce problème, et avec grand soin, car la situation en URSS devient de plus en plus tendue, la vie interne du parti me semble devenir de plus en plus nerveuse, de sorte que la demande concernant le Biulleten et toutes nos publications à l'étranger ne peut que croître. Il en est de même en ce qui concerne les contacts épistolaires.

Dans ce domaine, il pourrait être très important de s'assurer la collaboration et l'aide de ce camarade, dont je vous ai déjà parlé deux fois dans mes lettres, et qui, ce me semble, vous rendra bientôt visite. Il se trouve actuellement en voyage en Europe, à propos, m'a-t-il écrit, du centre à l'étranger et du 1^{er} mai. Cette formulation ne me semble pas claire. Je répète que je ne connais absolument pas ce camarade. C'est de sa propre initiative qu'il s'est adressé à moi, s'est comporté avec moi très amicalement et en vrai camarade, en ce qui concerne les questions pratiques, comme la liaison avec l'éditeur polonais, etc... Je n'ai nulle raison de faire preuve de méfiance envers lui, mais je n'ai malheureusement pas non plus d'éléments suffisants pour lui témoigner une confiance totale. Je le répète, je ne le connais pas. C'est pourquoi il serait très important pour moi que vous acceptiez de recevoir le camarade et que vous preniez tous les renseignements possibles le concernant.

Je suis pratiquement parvenu au terme de ma brochure sur la situation économique en URSS et la collectivisation de Staline. Je suppose que la brochure sera de la même grosseur que celle sur la Révolution permanente. Dans quelques jours, je pourrais commencer l'envoi des premiers chapitres pour la traduction. Il faut donc décider d'urgence ce que va devenir cette brochure. Ne pensez-vous pas qu'une brochure sur un sujet d'une telle actualité pourrait même connaître aujourd'hui un certain succès ? Ce qui est malaisé, c'est que deux brochures se chevauchent. Je vous prie de réfléchir à ces questions. Bien que je porte un grand intérêt à la publication de la Révolution permanente, j'accorde une importance plus grande encore, du point de vue conjoncturel, à la brochure sur la collectivisation. J'attendrai vos propositions avec impatience.

L'édition de cette brochure en russe est également importante. A vrai dire, c'est même la question la plus importante pour moi. Car ces derniers jours j'ai reçu des informations selon lesquelles les articles du Biulleten sur la situation économique en Russie ont rencontré un grand intérêt dans des cercles officiels et semi-officiels. C'est pourquoi je suis conscient de ce que la "brochure sur la collectivisation", dans sa version russe, rencontrera un grand écho en Russie et dans l'émigration. Pourriez-vous, s'il vous plaît, sonder l'éditeur russe sur ses intentions à ce propos, et peut-être aussi contrôler à cette occasion ses bonnes ou mauvaises fortunes avec mes mémoires ou "La Révolution permanente".

Afin de vous soyez bien au courant lors des négociations avec l'éditeur, voici quelques éléments plus précis sur le contenu de la brochure.

1/ La brochure présente une comparaison générale du niveau économique de l'Union Soviétique avec celui des pays capitalistes avancés, et pose ainsi la question du rattrapage et du dépassement sur le terrain de la réalité. Puis le plan quinquennal est replacé dans le cadre réel de la situation économique mondiale. Voici pour le contenu du premier chapitre.

2/ La description "historique" de la ligne économique de la direction actuelle. Le minimalisme des années passées et le maximalisme d'aujourd'hui. Toujours en renvoyant à la ligne de l'Opposition, et tout cela en s'appuyant sur des chiffres et des documents réels.

3/ L'industrialisation aujourd'hui. Ses possibilités et contradictions. L'inéluctabilité d'une crise aiguë comme conséquence du maximalisme bureaucratique.

4/ La collectivisation. C'est la partie la plus développée de la brochure. Elle décrit l'état des kolkhozes d'hier, leurs contradictions, et en tire les conséquences pour la collectivisation générale telle qu'elle se déroule aujourd'hui et qu'elle se déroula hier. L'aboutissement en est la crise agricole, dont l'existence est déjà à moitié reconnue officiellement ces dernières semaines.

5/ Un vaste chapitre est consacré à la position théorique de la direction actuelle, c'est-à-dire surtout aux théories de Staline. Sur la rente foncière, sur la fonction sociale de la nationalisation des sols, sur la formule marxiste de la reproduction élargie et son application à l'économie de transition, etc... Bien que le sujet soit difficile et abstrait, j'ai tenté de présenter cette question de façon aussi populaire que possible, en l'agrémentant d'une violente polémique.

6/ Les chapitres finaux sont consacrés aux conséquences politiques et aux questions stratégiques et tactiques. Toutes sont basées sur la négation de la théorie du socialisme dans un seul pays, non pas en avançant des raisons sociologiques générales ou des considérations théoriques, mais en le démontrant par les faits économiques bruts.

Tel est à peu près le contenu de la brochure.

Il me serait possible de faire parvenir le texte russe intégral à l'éditeur russe pour le premier mai. Mais il faut qu'il se décide tout de suite.

Je n'ai pas encore reçu la traduction de la préface de la Révolution permanente. Je vous la renverrai par retour du courrier le jour même où elle me parviendra.

Peut-être êtes-vous surpris de recevoir cette fois une lettre de moi en allemand et dans une langue parfaite. Ce mystère s'explique par le fait que j'ai ici un jeune ami allemand, qui m'aide à rédiger les lettres.

19 avril 1930

Cher Camarade Seipold,

Je serais très heureux si vous me faisiez également connaître en privé votre opinion sur l'état de la réunification et ses perspectives. Je considère qu'actuellement cette question est le problème crucial de l'opposition allemande. Je n'ai pas besoin de vous dire que la conférence, par son déroulement général, a fait aux camarades Shachtman et Naville un effet des plus déplorables. Quoi qu'il en soit, ces camarades ont souligné dans leur lettre qu'il existe heureusement, au sein des groupes dirigeants, des camarades qui envisagent de façon vraiment sérieuse et honnête l'unité et l'activité révolutionnaire commune. Dans cet ordre d'idées, les camarades ont aussi cité votre nom. Si les frictions devaient continuer, menaçant par là-même le travail dans son ensemble, la seule possibilité pour ouvrir la voie au développement de l'opposition serait à mon avis la suivante :

Sélectionner et rassembler, au sein de chacun des deux groupes, ceux des cadres dirigeants qui sont capables de s'élever au-dessus de l'ancienne vie de clique et de subordonner à la cause tous les problèmes personnels et secondaires, afin de battre en brèche ceux qui mènent de mesquines querelles de clochers. Il est possible que mes craintes soient exagérées, en tous cas on m'écrit de Paris que les derniers "symptômes" sont satisfaisants. Tant mieux. Je sais toutefois par expérience, que dans un tel état de fragilité, les incidents et les bêtises, même les plus bénins, peuvent avoir les conséquences les plus graves. C'est pourquoi aucune précaution n'est superflue.

La conférence internationale représente certes un pas en avant important. Mais je regrette au plus haut point que la conférence n'ait pas adopté de manifeste, de déclaration de principes. Un tel élément aurait été de la plus grande importance pour la poursuite de notre travail. Par le fait que la conférence soit restée muette, nous nous sommes privés nous mêmes d'une arme importante. Mais la raison d'une telle attitude ne me semble pas claire. Je considère également comme une erreur que l'on n'ait pas pris de résolution concernant les bordiguistes, c'est-à-dire qu'on ne les ait pas placés devant une alternative claire. Dans leurs rangs, il y a bien sûr des nuances diverses. Il nous faut aider ceux qui ont des positions internationalistes contre ceux qui ont des positions nationales.

Le bordiguisme dans sa forme parisienne court le plus vif danger de dégénérer en un sectarisme purement national, en un avatar italien de l'urbahnisme. Et plus les choses traînent en longueur, plus ce danger grandit. Le règlement de la question italienne est d'autant plus nécessaire que nous avons peut-être, dans le parti italien, en dehors du groupe Prometeo, certains camarades plus proches de nos convictions.

Qu'en est-il de notre activité parlementaire ? Espérez-vous avoir bientôt la possibilité de tenir au Landtag un discours-programme ? Il s'agirait en quelque sorte de proclamer du haut de la tribune du Landtag le point de vue de l'Opposition de gauche internationale, et éventuellement son unification effective. Cela serait de la plus haute importance, et votre discours serait évidemment reproduit dans toute la presse de l'opposition internationale.

Où en est Der Kommunist ? Je me réjouis à l'avance de sa parution prochaine.

19 avril 1930

Cher professeur Mayer,

Je réponds à votre aimable lettre du 26 mars avec un certain retard dû à mon état de santé. Cependant, ma santé s'est considérablement améliorée, de sorte que je suis maintenant à nouveau en état de travailler.

Bien sûr, je vous connais assez à travers vos travaux pour éprouver le désir de faire plus ample connaissance avec ces derniers. J'avais commandé le premier volume de votre biographie d'Engels durant mon séjour à Alma-Ata, mais je n'ai pu en terminer la lecture avant mon expulsion. Mais j'ai bien l'intention de combler ici cette lacune. Il me faudra également reprendre l'étude des écrits militaires d'Engels, dès que je commencerai à travailler à mon livre sur l'Armée Rouge. Mais cela n'advient pas avant la fin de cette année, car je travaille actuellement à une histoire de la Révolution d'Octobre. En tous cas, ce serait pour moi également une joie de pouvoir discuter avec vous des problèmes qui vous intéressent.

Vous évoquez le droit d'asile que l'on accorda en Angleterre à un Metternich d'une part, et à Marx d'autre part. Mais il se trouve que les temps non seulement de Metternich, mais aussi de Marx, sont aujourd'hui révolus. La classe dominante d'Angleterre et également d'Allemagne se sent aujourd'hui bien moins sûre d'elle qu'à l'époque de Palmerstone ou de Gladstone. Je ne crois d'ailleurs pas non plus que Monsieur Brüning se sente aussi solidement installé en selle que les ancêtres de Guillaume II. Il nous faut donc subir les conséquences du manque de confiance en eux-mêmes de ces messieurs, il n'y a rien à faire. Je ne veux nullement dire par là que j'envie l'époque de Metternich. Je ne me plains absolument pas de notre "patrie dans le temps", c'est-à-dire du XX^e siècle, dans lequel nous sommes condamnés à vivre et à agir.

21 avril 1930

Cher camarade Well,

Vous ne dites pas un mot de l'état de l'opposition allemande après ce qu'il est convenu d'appeler "l'unification". Cela m'inquiète. Les camarades Schachtmann et Naville ont retiré de la conférence une impression terriblement pessimiste. Ils sont intimement convaincus qu'une bonne moitié de la direction actuelle, en raison de son état d'esprit, et plus précisément de son caractère chicanier, sera plus nuisible qu'utile à notre cause. Je crois qu'ils ont raison... Certains camarades, passés par l'école d'Urbahns, sont d'une hypocrisie sans bornes. C'est une chose que j'ai eu l'occasion d'éprouver personnellement. Mais l'épisode auquel je fais allusion n'était qu'un symptôme inquiétant; le suivant -la mise à l'écart de Landau- est beaucoup plus grave. L'alternative était: soit donner à chacun des camps le droit de mettre l'autre à l'écart, soit prendre le parti de ne jamais soulever les questions de personnes. J'avais reçu sur ce point une information officielle : les deux groupes avaient adopté la deuxième solution, menaçant d'exclusion tous ceux qui soulèveraient des questions de personnes. Cette décision n'a cependant pas empêché le camarade Jokko, au nom de son groupe, d'exiger la mise à l'écart du camarade Landau, avec tout ce que cela entraîne comme complications. A quoi cela ressemble-t-il? Le camarade Jokko était moins que tout autre qualifié pour soulever ce genre de question: tout, dans son comportement, produit sur ceux qui se trouvent en rapports avec lui l'impression la plus négative. Quant à moi, je n'ai jamais entendu parler de l'activité du camarade Jokko en termes positifs. Son nom est toujours et seulement lié à quelque querelle. En tout état de cause, l'opposition aurait eu beaucoup moins à perdre en mettant à l'écart le camarade Jokko plutôt que Landau. Telle est la conviction que je me suis forgée à la lecture des documents et des lettres que j'ai reçus de tous les camarades.

Schachtman et Naville ont cité votre nom parmi ceux des quelques camarades qui ont abordé les problèmes de façon juste à la conférence. Vous comprendrez que cela ne me surprend pas, et, en revanche, me réjouit. A leur avis, le camarade Seipold a également une position juste. Pour eux, Landau n'est pas à mettre dans le même sac que les autres membres du groupe de Wedding. Quelles qu'aient été ses erreurs au début, je crois qu'il va tout faire maintenant pour renforcer l'action commune. Je lui écris en ce sens. Il me semble que Weipold et vous d'une part, Landau de l'autre, pourriez constituer le noyau de militants capables d'assurer l'efficacité du travail de la direction, et l'unité de l'opposition. Si je ne cite que vos trois noms, ce n'est absolument pas parce que j'exclus les autres. Il est certain que Schwalbach, et d'autres, pourraient réaliser un travail très précieux après la liquidation de la période des querelles. Il faut y parvenir, opposer une ferme résistance aux amateurs de chicanes; il faut exclure un ou deux d'entre eux, au moins pour quelques mois.

Je serais très heureux de connaître vos impressions sur la situation actuelle, et vos pronostics pour le proche avenir.

(21 avril 1930)

Cher Camarade Gérard,

Dans votre dernière lettre qui s'est croisée avec mon télégramme, vous vous exprimez dans ce sens que le cas avec l'édition yiddish est typique de l'attitude de Rieder. Il y a ici un malentendu peut-être causé par le fait que je n'ai pas traduit la lettre de Fruchtmann. Il ne s'agit pas d'un cas typique mais d'un cas exceptionnel et criminel.

A un certain moment, R. m'a communiqué qu'il a vendu l'édition polonaise à Fruchtmann.

Puis il m'a communiqué qu'il a vendu l'édition polonaise et yiddish pour 3000 francs.

Maintenant Fruchtmann communique qu'il n'a acheté que l'édition polonaise et qu'il se trouve en pourparlers pour le yiddish, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une nouvelle somme et que Rieder m'avait trompé. Je crois que ce fait seul suffit pour la rupture du traité.

Ne craignez-vous pas que la liaison de Garçon avec l'ambassade soviétique puisse nous apporter de mauvais coups de sa part ? N'oubliez pas qu'en Allemagne, Staline soutient Schumann contre moi et celui-ci continue son procès avec une énergie farouche.

Le temps ici est beau. Les poissons reviennent en quantité toujours croissante. Le mois de mai est le plus abondant. Mais mon excellent Kharalambos doit devenir arxhère (soldat). On cherche un digne remplaçant. Et je regrette beaucoup votre absence.

21 avril 1930

Cher Camarade Landau,

Il n'y a des mois que je ne vous ai plus écrit. J'en ai d'abord été empêché par des affaires personnelles, puis je suis resté longtemps sans collaborateur allemand. Maintenant, j'ai heureusement la possibilité de mener une correspondance en allemand. Je vous ai déjà fait savoir par l'intermédiaire du camarade Olberg que je tiens pour très importants les faits que vous me communiquiez dans votre dernière lettre. Mais votre appréciation optimiste des succès obtenus ne me semble malheureusement pas correspondre à la situation réelle, il s'en faut même de beaucoup.

La conférence a produit sur les camarades étrangers un effet des plus pénibles à tous points de vue. Si cette fois-ci nous ne parvenons pas non plus à nous unir, cela ne pourra avoir qu'une seule signification : que les défaites, les luttes intestines, les erreurs commises, les manquements de la direction, les déceptions, etc... ont broyé les cadres dirigeants et les ont passablement usés, et qu'il faut former un nouveau noyau dirigeant. Bien entendu, si tous les efforts entrepris devaient se solder par un tel bilan, ce serait très funeste à tous points de vue pour l'opposition allemande et internationale.

Pour ma part, je n'ai pas abandonné l'espoir que le développement de l'opposition puisse encore se faire à partir des cadres actuels. Il devient de plus en plus clair qu'il faut épouser ces cadres pour en éliminer ceux qui nous ont rejoints pour mettre des bâtons dans les roues, et j'espère qu'il est non moins clair, d'autre part, qu'on ne peut parvenir à ce résultat qu'avec l'aide des plus larges cercles de l'opposition. Dans les deux parties il y a des éléments qui prennent au sérieux la cause de l'Opposition, qui s'identifie actuellement à celle de l'unité.

Ces éléments doivent se rassembler et unir leurs forces pour rabattre leur caquet aux braillards des deux groupes, pour les mettre, si nécessaire, tout à fait sur la touche, et même en dehors de l'Opposition. J'ai écrit dans ce sens non seulement de façon officielle à l'adresse du camarade Grylevicz, mais aussi à titre privé aux camarades Seipold et Roman Well. On m'a appris que le camarade Schwalbach a fait montre d'une volonté d'unité beaucoup plus sérieuse que d'autres camarades du groupe de Wedding. Cela ne signifie pas de ma part un jugement.

Où en est la discussion sur les syndicats ? Les thèses de l'une et l'autre partie sont-elles prêtes, sont-elles éditées, existe-t-il une instance destinée à préparer ces thèses, c'est-à-dire à examiner avec soin et formuler les points d'accord avant même la discussion, pour éviter les malentendus et délimiter les véritables divergences ? Ce travail est absolument indispensable pour cette discussion si l'on veut éviter qu'elle n'échoue dès le départ. Bien entendu, si une discussion honnête menée de la sorte et portant sur les principes devait aboutir à des antagonismes irréductibles, alors chacun de nous contribuerait à l'inévitable scission, comme ce fut le cas avec Urbahns. Mais j'ai bien l'impression que cette perspective est fort peu vraisemblable, qu'il s'agit en fait de divergences anciennes que l'expérience a déjà considérablement résorbées, et qu'en fait l'obstacle réside surtout dans un certain désarroi politique de l'Opposition plutôt que dans des divergences cristallisées et clairement délimitées.

Je n'ai pas besoin de vous dire, camarade Landau, que non seulement moi-même mais toute l'Opposition internationale attendons de votre dévouement à la cause que vous meniez votre tâche en faisant totalement abstraction de tous ressentiments ou toutes rancunes de nature personnelle, et avec la seule volonté de servir notre cause.

C'est dans des moments si critiques qu'on mesure chacun à sa propre volonté.

Lettre ouverte au groupe Prometeo

22 avril 1930

Chers Camarades,

Vous m'avez il y a quelques mois adressé une lettre ouverte à laquelle j'ai répondu à l'époque. Il me semble maintenant que le temps est venu d'adresser à votre groupe une lettre ouverte.

Une conférence préparatoire de l'Opposition de gauche internationale s'est récemment tenue à Paris. Elle est un pas en avant sérieux parce qu'elle n'a été rendue possible qu'à la suite d'un long travail idéologique préparatoire. Votre groupe, sous les yeux duquel il s'est déroulé, n'a cependant pas jugé possible de participer à la conférence. Cet absentéisme d'une grande importance me pousse à vous poser les questions suivantes:

1 . Concevez-vous que le communisme puisse avoir un caractère nationaliste ? C'est par exemple la position d'Urbahns, qui, tout en répétant rituellement les formules de l'internationalisme, a créé une secte purement allemande, sans liens internationaux et par conséquent sans perspectives révolutionnaires. Aussi: vous considérez-vous comme une tendance nationale ou comme une partie d'une tendance internationale ?

2 . Si votre réponse à cette question devait être que vous êtes pleinement satisfaits de votre existence nationale isolée, il n'y aurait pas lieu de poser d'autres questions. Mais je ne doute pas que vous vous considériez comme internationalistes. En ce cas, une quatrième question se pose: à quelle tendance internationale particulière appartenez-vous ? Il existe aujourd'hui dans le communisme international trois tendances fondamentales: la centriste, la droite et la gauche (léniniste). En outre, il y a toutes sortes de débris ultra-gauchistes qui barbotent entre le marxisme et l'anarchisme. Jusqu'à présent nous pensions que vous étiez très proches de l'Opposition de gauche. Nous attribuions votre attitude dilatoire à votre désir de connaître par vous-mêmes le développement de l'Opposition de gauche. Mais on ne peut maintenir en permanence une position dilatoire. La vie n'attend pas, ni en Italie, ni dans le reste du monde. Pour rejoindre la Gauche internationale, il n'y a nul besoin d'un "monolithisme" faux dans l'esprit de la bureaucratie stalinienne. Ce qu'il faut, c'est une solidarité authentique sur les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire internationale qui ont subi l'épreuve des quelques dernières années. Des désaccord tactique partiels sont absolument inévitables et ne peuvent constituer un obstacle pour un travail en commun étroit dans le cadre d'une organisation internationale. Quels sont vos désaccords avec l'Opposition de gauche ? Sont-ils principaux ou épisodiques ? Il est indispensable de donner à cette question une réponse claire et précise.

3 . Votre non-participation à la conférence internationale préparatoire peut être interprétée politiquement pour signifier que vous êtes séparés de l'Opposition de gauche par des divergences de caractère principal. S'il en est ainsi, se pose une troisième question: pourquoi n'organisez-vous pas une fraction internationale de votre propre tendance ? Parce que vous ne pouvez pas avoir l'idée que les principes révolutionnaires qui sont bons pour le monde entier ne le sont pas pour l'Italie ou vice versa. Une attitude passive, conciliatrice à l'égard de l'Opposition de gauche combinée à une réticence à la rejoindre et à un refus d'intervenir dans la vie de l'avant-garde communiste dans d'autres pays est caractéristique du socialisme nationaliste ou du communisme nationaliste qui n'a rien de commun avec le communisme marxiste.

Votre réponse à ces questions est d'une importance sérieuse non seulement d'un point de vue international, mais aussi en premier lieu d'un point de vue italien, dans la mesure où ils peuvent être opposés l'un à l'autre. Le caractère illégal du P.C. italien rend difficile de suivre de près ses développements. Néanmoins il n'est pas douteux que, dans le cadre du communisme italien, il existe, en plus de la fraction officielle, votre propre groupe et celui des droitiers (Tasca), de nombreux éléments révolutionnaires qui n'ont pas encore défini ouvertement leur position. Dans ces conditions, vous représentez l'un des facteurs de cette absence de définition. Pourtant c'est précisément l'existence illégale du parti qui exige avec une force redoublée la pleine clarté de principes de la part des groupes dirigeants.

Votre réponse devra faciliter et accélérer la cristallisation idéologique à l'intérieur de l'avant-garde prolétarienne en Italie. Inutile de dire que l'Opposition russe se réjouirait d'apprendre votre décision de rejoindre la Gauche internationale.

23 avril 1930

Cher Camarade Neurath,

Je m'empresse de vous présenter mes excuses pour avoir omis de vous informer à temps du changement de mes plans. Comme je vous en informais dans ma dernière lettre, j'avais l'intention d'adresser dans les plus brefs délais au gouvernement tchécoslovaque une demande de visa d'entrée. Une aggravation passagère de mon état de santé m'en a empêché durant quelques jours. Là-dessus survint la crise gouvernementale française, et mes amis de Paris me firent part de leur espoir que le ministère radical puisse m'accorder un visa d'entrée. J'ai donc attendu le développement de la crise. C'est ce qui explique ce retard. J'ai dans le même temps reçu une lettre du camarade Michalec, qui envisage la situation avec un peu plus de pessimisme que vous. En tout cas, après la seconde victoire de Tardieu, la situation ne s'est pas non plus améliorée pour moi en ce qui concerne la Tchécoslovaquie. Entre temps, le Docteur Mannoury a entrepris de sa propre initiative des sondages auprès du gouvernement hollandais, et s'est vu répondre par la négative. Etant donné que les gouvernements, et particulièrement les polices politiques, sont en contact permanent, j'ai du même coup abandonné presque tout espoir concernant la Tchécoslovaquie. Je dois ajouter que je ne suis nullement prêt à m'exposer dans cette affaire à un nouveau refus, car cela aggrave ma situation "internationale".

A plusieurs reprises déjà j'avais l'intention de vous en faire part, mais les événements se sont succédés, entraînant des complications diverses, de sorte que ma lettre dut être retardée de jour en jour. Si le Docteur Czech a l'impression qu'après le retour de Benes je puisse réellement escompter une réponse favorable, je serais disposé à tenter ma chance, mais dans le cas contraire je préférerais attendre qu'un tournant favorable en Europe puisse également avoir une influence bénéfique sur mon propre destin.

24 avril 1930

Cher Camarade Well,

Il n'est pas facile de répondre de l'extérieur aux questions que vous posez, sans connaître les circonstances concrètes. Je pense en tous cas que, puisque la manifestation aura un caractère public, c'est-à-dire ouvert à tous, il faut souligner avec une insistance particulière ce qui nous unit au Parti Communiste, sans toutefois admettre la moindre hypocrisie politique. En ce sens, je pense qu'il faudrait avancer des mots d'ordre comme "Travailleurs, communistes, l'Opposition de gauche est des vôtres, l'unité du parti doit être rétablie sur une base léniniste, etc..". Dans ce contexte, vous pourriez aussi soulever la question du visa d'entrée, car elle est liée à la précédente, et ne sera pas perçue comme une protestation contre le parti communiste, mais comme un mot d'ordre susceptible de nous lier aux ouvriers communistes. Pour la même raison, je serais contre le fait de soulever la question de Blumkine dans une manifestation de rue. La question est trop aiguë, et trop peu connue des masses, de sorte qu'un mot d'ordre sur Blumkine pourrait faciliter les provocations et les affrontements, etc... Cela ne signifie nullement qu'il faille laisser tomber la question de Blumkine, mais il faut le faire sous une forme différente.

Je me réjouis fort que vous puissiez faire état de succès importants à Leipzig. J'espère que vous me ferez un compte-rendu détaillé du travail de l'opposition à Leipzig, ainsi que du déroulement et de l'issue du 1^{er} mai, pour le Biulleten russe, la Vérité, etc... Cela est extrêmement important, car en France certains camarades doutent qu'il soit opportun, compte tenu de la faiblesse de l'opposition, d'intervenir activement dans les actions du Parti. Je tiens ces considérations pour fausses, mais le meilleur argument est un bon exemple.

Que vous vous teniez à l'écart de la direction berlinoise, cela est psychologiquement compréhensible, mais politiquement dangereux. Je vous en ai déjà parlé dans ma dernière lettre. Assurer l'unité de l'opposition et constituer une direction capable d'agir, voilà ce qu'il faut accomplir à tout prix. Lorsque cela sera obtenu, nous nous mettrons à travailler de toutes nos forces pour transformer le Kommunist en hebdomadaire. Il faudrait que ce soit fait très bientôt. Mais le préalable demeure: avoir auparavant une direction ferme, soudée et résolue.

Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ?

(25 avril 1930)

I - PERSPECTIVES DES LIBERAUX ET DES MENCHEVIKS

Le libéralisme russe que les années d'émigration n'ont pas rendu beaucoup plus malin, aperçoit un retour au servage dans toutes les nouvelles formes d'économie et en particulier dans la collectivisation. Tout dernièrement, Strouve a proclamé quelque part que la Russie avait fait retour au XVII^e siècle, Dieu en moins. Même si ce jugement devait être vrai, la Révolution trouverait déjà sa justification. Sous la conduite éclairée des anciennes classes dirigeantes, l'économie paysanne n'avait pas fait de sensibles progrès entre le XVII^e et le XX^e siècles, de sorte que si vraiment il y a eu un retour, le chemin ne fut pas très long à parcourir. Quant à avoir débarrassé les paysans de Dieu - c'est au moins les avoir débarrassés d'une fameuse entrave. Malheureusement, Dieu était un auxiliaire indispensable de l'inventaire paysan au XVII^e siècle, constituant une sainte trinité avec le soc et la haridelle. On ne peut en finir avec eux qu'en utilisant des machines et l'électricité. Ce problème est encore à résoudre - mais il sera résolu.

Le libéralisme fait semblant de ne pas voir les énormes progrès économiques du régime soviétique, c'est-à-dire les preuves empiriques des avantages incalculables du socialisme. Les économistes des classes dépossédées passent tout simplement sous silence les rythmes du développement industriel, sans précédent dans l'histoire mondiale. Quant aux figurants mencheviques de la bourgeoisie, ils les expliquent par une extraordinaire "exploitation des paysans". Ils omettent d'expliquer pour quelle raison, par exemple, l'exploitation des paysans indiens par les Anglais n'avait jamais donné ni aux Indes ni en Angleterre des rythmes industriels approchant tant soit peu de ceux qui ont été atteints sous le régime soviétique.

Et pourquoi n'interrogerait-on pas Mc Donald sur les rythmes atteints aux Indes, lui, qui fait tirer sur les ouvriers et paysans indiens qui désirent vivre indépendants ? Mais je doute que de telles "interpellations" soient accessibles aux gens entretenus par Mc Donald et Müller.

Les références libéralo-menchevistes, au servage et au système d'Arakcheev constituent l'argument classique de la réaction contre toutes les innovations sur la voie du progrès historique. La formule philosophique de ce genre de "retour" au passé a été depuis longtemps donnée par le vieil Hegel dans sa "triade" : thèse, antithèse, synthèse. Les classes intéressées au maintien de l'antithèse (c'est-à-dire capitalisme), seront toujours portées à découvrir dans toute démarche de synthèse (c'est-à-dire socialisme) un simple retour à la thèse, c'est-à-dire au servage. Les philosophes et économistes amenés dans les fourgons du bourreau Galiffet accusaient la Commune de Paris de vouloir ramener la société contemporaine aux communes du Moyen-Age. A ce sujet, Marx écrivait :

"C'est généralement le sort des créations historiques entièrement nouvelles d'être prises, à tort, pour la copie d'autres formes, plus anciennes et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance" (La guerre civile en France).

De sorte que la critique bourgeoise contemporaine n'a rien découvert de nouveau. D'où l'eut-elle pris, d'ailleurs ? L'"idéologie" du libéralisme russe et de la "démocratie" russe n'est, d'un bout à l'autre, qu'un plagiat, en outre désespérément retardataire. Ce n'est pas pour rien que ce même Strouve écrivait déjà il y a trente deux ans "Plus on s'enfonce vers l'Est, plus la bourgeoisie devient à la fois vile et faible". L'histoire a ajouté : "et sa démocratie".

Aujourd'hui, Strouve répète son mot d'ordre de 1893 : "Allons à l'école du capitalisme !", à cette seule différence près, qu'il y a quarante ans ce mot d'ordre - vaille que vaille - constituait un progrès, tandis qu'aujourd'hui c'est manifestement un retour en arrière. La Russie tsariste n'était-elle donc pas allée à l'école du capitalisme ? C'est même ce qui eut pour principal résultat de faire surgir la Révolution d'Octobre. Contrairement au proverbe russe, ce fut la racine de cette "école" qui fut douce aux "maîtres" et le fruit qui fut amer. Comment donc se prémunir désormais contre ce "fruit" si le capitalisme est restauré ? A l'étranger, la bourgeoisie russe n'a dans ce domaine rien découvert de neuf si ce n'est le "bien-être" fort problématique (et fort instable) des nations civilisées. C'est que précisément l'école du capitalisme des nouveaux pays n'est pas du tout une répétition de l'histoire des pays anciens bien qu'elle porte le poids de ses péchés. La Révolution d'Octobre a été la rupture de la bourgeoisie mondiale à son maillon le plus faible. Rêver d'un retour de la Russie au capitalisme mondial après la Révolution d'Octobre constitue la plus fantastique et la plus stupide des utopies. Ne serait-il pas beaucoup plus "simple" d'assurer un développement paisible du capitalisme en Chine et aux Indes ? Précisément le pouvoir de le faire est aux mains de la II^e Internationale. Essayez donc, messieurs ! Nous vous le disons d'avance : cela ne réussira pas. Car, la Chine et l'Inde, précisément pour s'être mis brièvement à l'école du capitalisme, marchaient sûrement vers leur Révolution d'Octobre. Telle est la dialectique du déroulement mondial des événements. Et rien ne peut faire qu'on en sorte.

Le menchevisme croit à la solution prochaine "du double problème de l'accommodation du régime économique du pays, au niveau réel de son développement économique, et à la formation des prémisses politiques et juridiques nécessaires à cette accommodation". Une telle formule de passe-passe escompte une restauration du régime bourgeois. Les "prémisses politiques et juridiques" signifient la démocratie bourgeoise. "A toi les usines et les fabriques - dit le menchevisme à la bourgeoisie - et à nous en échange la possibilité de devenir députés, maires, ministres et des zörgiebel en Allemagne et en Angleterre". Tel est en réalité "le double problème". En 1917, le menchevisme au pouvoir défendait la bourgeoisie contre la Révolution d'Octobre. Toutefois, nous avons vu que la bourgeoisie, ne se fiant pas au menchevisme, cherchait un Kornilov. Aujourd'hui, le menchevisme offre à la bourgeoisie de lui ouvrir la voie en liquidant "démocratiquement" Octobre. Mais les restaurateurs du capitalisme se rendent parfaitement compte du caractère illusoire du retour "par évolution" au capitalisme. La contre-révolution bourgeoise ne pourrait (si elle le pouvait) atteindre son but que moyennant une longue guerre civile et un retour à la misère dans ce pays que le régime soviétique a tout juste sorti des ruines.

Une seconde édition du capitalisme russe serait loin d'être une simple continuation ou un développement du capitalisme d'avant la révolution - ou plus exactement, d'avant-guerre - non seulement parce qu'une longue période de guerre et de révolution

les sépare mais aussi parce que le capitalisme mondial - maître du capitalisme russe - a subi durant cette période de profonds revers et de grands retournements.

Le capital financier est devenu infiniment plus puissant, tandis que le monde se sentait de plus en plus à l'étroit. Un nouveau capitalisme russe ne pourrait être qu'un capitalisme d'exploitation coloniale du type asiatique. La bourgeoisie russe commerciale, industrielle et financière - pour autant qu'elle a réussi à sauver ses capitaux mobiliers - s'est entièrement incorporée au système du capitalisme étranger. Une restauration d'une Russie bourgeoise ne pourrait signifier pour les restaurateurs "véritables", "sérieux", que l'occasion d'une exploitation coloniale de la Russie de l'extérieur. Ainsi, en Chine, le capitalisme étranger opère par l'entremise des compradores, sorte d'intermédiaire chinois qui se graisse les pattes sur la base du pillage de son propre peuple par l'impérialisme mondial.

Une restauration capitaliste en Russie serait une culture chimiquement pure de compradorisme russe avec des prémisses "politiques et juridiques" du type mi-Denikine, mi-Tchang-Kaï-Chek. Le tout accommodé bien entendu de "Dieu" et de "liant slave", c'est-à-dire de tout ce sont les hommes sans âmes prétendent nécessaire "à l'âme".

Mais combien de temps durerait cette splendeur ? La restauration verrait se dresser non seulement la question ouvrière, mais encore et surtout la question paysanne. Sous Stolypine, la formation réussie d'une couche de fermiers a été liée à des processus tellement pénibles de prolétarianisation et de paupérisation, à une telle aggravation de toutes les plaies sociales inhérentes aux campagnes, que la guerre paysanne de 1917 en contracta un élan irrésistible. Or aucune autre voie que celle empruntée jadis par Stolypine ne s'offrirait aujourd'hui à la bourgeoisie et à la social-démocratie sur la base du capitalisme existant. La seule différence est que, désormais, le nombre des foyers paysans qui n'était jadis que de 12 à 15 millions, atteint aujourd'hui le chiffre de 25 millions. Et la constitution sur cette base d'une couche capitaliste signifierait une telle prolétarianisation et une telle paupérisation que les conséquences qui ont mené à 1917 pâliraient en comparaison. Même si la contre-révolution renonçait à rétablir les pomechtchiks - mais comment le pourrait-elle ? - la question agraire se dresserait quand même devant elle comme le spectre d'un second déluge. Même en Chine, où la "gentry" n'existe presque pas, la question agraire revêt une capacité explosive, presque égale à celle que nous lui voyons aux Indes. Nous le répétons : le développement capitaliste en Russie, même sous forme plus évoluée, serait de type chinois. C'est l'unique solution possible au "double problème" posé par le menchevisme.

La conclusion est claire : en dehors du régime soviétique et des perspectives socialistes qu'il ouvre, la Russie ne peut avoir, dans les conditions actuelles, aucun autre moyen de sauvegarder son indépendance nationale. Telle est la vérité, sans Serafim Sarovsky, ni la lettre "Yat".

2. CONTRADICTIONS ANCIENNES DANS DES CONDITIONS NOUVELLES

Pour bien comprendre la portée des difficultés fondamentales dans l'U.R.S.S. d'aujourd'hui, il ne faut pas perdre de vue que le développement économique actuel, quelle qu'ait été la profondeur de l'explosion d'Octobre n'est jamais qu'une continuation des processus fondamentaux d'avant la révolution et d'avant la guerre.

Si, d'une part, les espoirs du libéralisme et de la social-démocratie sont entièrement basés sur leurs attaches avec le passé (capitalisme, révolution de Février, démocratie), leurs critiques à l'égard du régime économique actuel reposent d'autre part sur leur ignorance de la continuité entre hier et aujourd'hui. On présente les choses comme si les contradictions entre la campagne et la ville étaient issues de la révolution d'Octobre alors qu'en fait sa victoire n'a été rendue possible que par la combinaison du soulèvement prolétarien avec la révolution agraire.

La crise dans la campagne soviétique est au fond la crise d'une économie rurale arriérée et de petite propriété. Les classes possédantes avaient fait jadis tout ce qui était en leur pouvoir pour encourager, faire progresser et consolider la grande exploitation agricole : ce fut le cas pour les réformes prétendues "libératrices" de 1861, pour la lutte contre la révolution de 1905 au moyen des lois contre-révolutionnaires de Stolypine; et enfin pour la politique de la période de double pouvoir, en 1917. Mais tout cela ne servit à rien.

Le développement artificiel du capitalisme russe sous la poussée du capital financier international accentuait au sein de la paysannerie russe, brusquement transplantée dans des conditions nouvelles du marché mondial, sa tendance à agrandir ses exploitations. C'est précisément le capitalisme qui exaspéra jusqu'aux dernières limites les "rêves" pré-capitalistes du paysan d'un "nouveau partage des terres". Et l'essai, très réaliste quant à son but, d'opposer à cette tendance paysanne une politique d'instauration d'un système capitaliste de ferme a échoué, ce n'est que parce que les rythmes du développement capitaliste dans son ensemble n'ont pas coïncidé avec le degré des paysans en fermiers. La soumission de la Russie tsariste au marché mondial et au capitalisme financier, avec toutes les conséquences commerciales, fiscales et militaires qui en découlaient pour les paysans, a avancé avec des bottes de sept lieues; cependant que la formation d'une couche de gros exploitants fermiers se faisait au "pas de tortue". C'est sur ce désaccord des rythmes que la contre-révolution bourgeoise et terrienne de 1907-1917 s'est cassé la tête.

La nationalisation révolutionnaire des terres était ainsi l'unique moyen possible de libérer les rapports fonciers de cet extraordinaire enchevêtrement qui s'était accumulé à la campagne durant l'époque historique précédente. La nationalisation signifiait le passage de presque toute la terre aux mains des paysans. Or, étant donné l'héritage de l'outillage et de méthodes de cultures, ce passage impliquait en même temps que le morcellement de la terre qu'on allait par conséquent continuer vers une nouvelle crise agraire.

On ne pouvait en quelques dizaines d'années liquider cette contradiction héritée du passé entre villes et campagnes. Au contraire, quant l'Etat ouvrier, débarrassé de ses ennemis, entreprit sérieusement de réaliser le développement industriel du pays, cette contradiction ne pouvait que s'accroître. Du fait de l'augmentation de la population paysanne et du désir d'indépendance des jeunes générations des campagnes, le morcellement des exploitations agraires reprit à un rythme accéléré. Le développement de l'industrie et de la culture, au prix de lourds sacrifices des paysans, suivait un rythme assez rapide pour éveiller en eux de nouveaux intérêts et de nouveaux besoins, mais pas suffisamment rapide pour les satisfaire à l'échelle de la classe. C'est ainsi que la contradiction entre la ville et la campagne parvint à un degré d'acuité absolument exceptionnel. Et la base de cette contradiction repose toujours dans l'isolement sans espoir de la classe des petits paysans arriérés.

En quoi consiste donc la différence entre cette situation et celle d'avant les révolutions ? Elle est énorme.

Tout d'abord, l'absence, désormais, de grandes propriétés, ne donne plus à la classe paysanne la possibilité de chercher une issue à son impasse, ou plutôt à ses 25 millions d'impasses, en augmentant le domaine agricole par l'expropriation des classes possédantes. Pour le plus grand bénéfice des destinées du pays, cette étape a été franchie. Mais de ce fait même, la classe

paysanne est amenée à en chercher d'autres voies.

En second lieu - et ceci n'est pas la moindre des différences, il y a à la tête du pays un gouvernement qui - quelles que soient ses fautes - cherche par tous les moyens à élever le niveau matériel et moral des paysans. Les intérêts de la classe ouvrière demeurée maîtresse du pays quels qu'aient été les changements survenus dans la structure de la société révolutionnaire vont dans le même sens.

A partir de cette façon de voir, large, historique et, en fin de compte, seule raisonnable, l'affirmation des libéraux que la collectivisation généralisée n'est que le produit d'une simple violence paraît absolument absurde.

Après ce morcellement jusqu'aux limites du possible, résultat de la façon ancienne des paysans de disposer des réserves de terre de la révolution, l'intégration des parcelles et leur combinaison dans de grandes exploitations agricoles est devenue pour la classe paysanne une question de vie ou de mort. Jadis, dans sa lutte contre la pénurie de terres à cultiver, le paysan se révoltait ou s'évadait au moyen du large courant colonisateur vers des contrées incultes, ou encore se jetait tête baissée dans les différentes sectes religieuses, le vide céleste compensant ainsi le manque terrestre.

Marx avait remarqué jadis que le paysan n'a pas que des préjugés, qu'il a aussi son jugement. Ces deux caractéristiques se combinent de mille manières sur tout le parcours de son évolution. Au-delà d'une certaine limite, le réalisme vital du paysan se dresse contre des suggestions monstrueuses. Et le "préjugé" fleurit d'autant mieux que le "jugement" se trouve être moins capable de résoudre la situation sans issue de l'économie paysanne. Les préjugés et le jugement paysan ont trouvé un nouveau champ d'application dans le domaine de la collectivisation généralisée, c'est-à-dire sous une forme nouvelle, à un échelon historique plus élevé et dans une proportion différente. Douze ans de révolution, comprenant le communisme de guerre, la Nep et les différentes phases de cette dernière, ont amené le paysan à penser que pour sortir de son arriération, il lui faut chercher de nouvelles voies. Seulement ces nouvelles voies n'ont pas encore été expérimentées et leurs avantages non encore vérifiés. La politique du gouvernement de 1923 à 1928 avait dirigé l'attention des couches supérieures de la classe paysanne vers un développement et une amélioration des exploitations individuelles. Les couches inférieures en demeurèrent désorientées. La contradiction entre la ville et la campagne se fit jour cette fois sous l'aspect de la question des réserves de grain. Le gouvernement changea brusquement son cours et, fermant le marché libre, ouvrit largement les portes de la collectivisation. La paysannerie s'y engouffra. Dans les nouveaux espoirs de la paysannerie, le préjugé se combinait avec le jugement. Avec la conscience d'une minorité, l'instinct de troupeau de la majorité concourait au mouvement. Le gouvernement fut pris à l'improviste et - malheureusement! - apporta dans l'affaire plus de préjugés que de jugement. On découvrit un monstrueux excès "national". Avec une vue perçante, la direction essaya d'en faire de petits excès provinciaux. Il existe sur ce sujet un grand choix de disques pré-enregistrés au secrétariat du comité central, à l'échelle provinciale, de district ou de région!

3. EN QUOI CONSISTE L'"EXAGERATION", ?

Dans sa "Réponse aux camarades des kolkhozes", très longue et, à dire vrai, effroyablement ignare, Staline parle à double sens de "certains" qui s'y sont mal pris avec le paysan moyen, et de "certains autres" qui n'ont pas bien compris le code des kolkhozes (code, qui soit dit en passant, est publié avec les "excès") - et sur le chagrin qui en est résulté pour cette docte direction. Tout cela est fort intéressant et, par endroits, même touchant. Mais Staline ne dit pas comment 40% de la classe paysanne (car sur les 60% collectivisés, avoués en mars, Staline fait déjà - ô sans nulle concession! - une réduction de 20%) arriveront à diriger d'énormes entreprises agricoles dépourvues de l'équipement qui seul peut justifier l'importance de pareilles entreprises, sans parler de leur forme sociale. Aussi grand que soit l'"individualisme" du paysan, devant des faits économiques irréductibles, il est bien forcé de battre en retraite. On en trouve la preuve au cours de l'histoire du développement des coopératives paysannes même dans les pays capitalistes. Le morcellement même du processus de production conduit nécessairement à la socialisation des fonctions de commerce et de crédit. Après la révolution de 1905, la coopération dans la Russie des tsars engloba des millions d'entreprises paysannes, mais cette coopération se bornait aux opérations d'achat, de vente, de crédit et d'épargne, ne touchait pas à la production. La cause du maintien de ce morcellement dans la production ne doit pas être cherchée dans la psychologie du paysan, mais dans le caractère de son outillage et de ses méthodes de production. C'est là le nœud de son individualisme.

Lorsque, préparé par la situation impossible due au morcellement des entreprises paysannes et fouetté par le triple knout de la bureaucratie, le rythme inattendu de collectivisation démontra l'abîme qui existait entre les moyens de production et l'élan. de collectivisation, on inventa une théorie pour sauver la face, selon laquelle il fallait désormais considérer les grandes entreprises à équipement primitif comme des manufactures socialistes. Cela vous a un petit air scientifique - mais la scolastique savait déjà que le changement de nom d'une chose n'en change pas la nature.

La "manufacture" agricole n'eût pu être justifiée que par l'avantage pour la production des méthodes manufacturières de l'exploitation agricole, et non par la forme "collectivée". Reste à savoir alors pourquoi jusqu'à ce jour cet avantage ne s'est pas manifesté ? On peut, évidemment, toujours prouver à force de combinaisons statistiques adroites, que même la collectivisation de l'équipement du paysan le plus primitif peut avoir des avantages.

Cette idée est actuellement ressassée interminablement dans les discours, les articles et les circulaires, mais on a bien soin de ne pas la confronter avec l'expérience vivante. La famille nombreuse paysanne est la forme la plus "naturelle" de toutes les collectivités. Or ce fut elle précisément qui connut après Octobre le déclin le plus cruel. Est-il sérieusement possible d'imaginer qu'on puisse, sur les mêmes bases de production, édifier une collectivité solide faite de familles qui ne se connaissent pas ?

La coopération pour une production en grand, et basée cependant sur un équipement paysan, a déjà été expérimentée dans le passé, ce fut le cas des propriétés seigneuriales données en exploitation aux paysans moyennant redevance en nature. Que vit-on ? En règle générale ces propriétés étaient encore moins bien gérées que les propriétés paysannes. Après la révolution de 1905, ces propriétés furent liquidées en masse et la Banque Paysanne les vendit en lots aux paysans. Ainsi la "coopération" de production basée sur une combinaison des terres seigneuriales avec l'équipement n'était pas viable et démontra qu'elle n'était pas viable au point de vue économique. Tout au contraire, la grande propriété basée sur l'exploitation par les machines et des assolements réguliers, etc., sortit indemne des secousses de 1905 et des années suivantes, sauf que la révolution d'Octobre vint, qui la nationalisa. Il est vrai que, dans les cas précédents il ne s'agissait que des terres seigneuriales. Mais le danger consiste en ce qu'avec la formation artificielle, c'est-à-dire trop précipitée, de grands kolkhozes, où le travail de chaque paysan est noyé dans le travail de dizaines et de centaines d'autres paysans comme lui et qui, comme lui, utilisent un matériel individuel - il se pourrait que l'exploitation de la terre, privée de l'initiative personnelle soit encore inférieure à celle des exploitations paysannes

individuelles.

Un kolkhoze basé sur la simple fusion des équipements paysans est à l'exploitation agricole socialiste comme l'exploitation seigneuriale confiée au paysan moyennant redevance en nature et à la grande exploitation capitaliste. C'est une condamnation impitoyable de l'idée de "manufacture socialiste".

Echangeant la base matérielle des kolkhozes contre une "théorisation" de fantaisie, Boukharine explique qu'étant donné le retard des taux de croissance agricoles sur ceux de l'industrie, "la reconstruction socialiste de l'agriculture était la seule issue possible". Ainsi, la collectivisation générale ne serait plus une étape préparée matériellement dans le développement des rapports de production au sein de l'agriculture, mais l'unique "issue" des difficultés présentes. La question se trouve ainsi posée sous l'angle de la pure téléologie administrative.

Boukharine a évidemment raison lorsqu'il dit que le processus actuellement en cours n'est pas un simple retour aux "formes du fait de guerre". Ce n'est en fait d'aucune façon un retour au passé. Le tournant actuel est gros de conséquences importantes pour l'avenir, mais toute la question est de savoir si les proportions et les rapports sont justes. Or, en même temps que des promesses d'avenir socialiste, ce tournant comporte aussi des dangers directs et mortels. Boukharine ne fait que les effleurer en passant : "Par suite du développement des kolkhozes et des sovkhoses la demande gigantesque en machines compliquées, tracteurs, engrais chimiques, etc.... dépasse l'offre et nous voyons ici les "oiseaux" grandir et même très rapidement". Ces lignes extraordinaires sont encadrées dans le texte d'un article triomphal sans aucun autre commentaire. Or l'augmentation de l'ouverture des "oiseaux" entre les fondations et la toiture ne peut rien signifier d'autre que l'effondrement prochain de tout l'édifice.

Mettant en évidence l'importance de l'élément planification dans la collectivisation agricole et l'importance aussi d'un accord étroit entre le kolkhoze de rayon, l'industrie et l'appareil soviétique administratif local, Boukharine dit : "Nous avons là sous forme embryonnaire l'extinction future du "bureaucratisme". Oui, dans sa forme embryonnaire. Mais malheur à celui qui la prendra pour une forme d'enfance, et la forme d'enfance pour une forme d'adolescence. Lorsqu'il n'est pas justifié par une base technique suffisante, le kolkhoze mène à la formation inévitable d'une bureaucratie économique parasitaire, la pire de toutes. Le paysan, qui est souvent apparu au cours de l'histoire comme le soutien passif de toutes sortes de bureaucratisme d'Etat, ne supporte pas ce bureaucratisme dans sa sphère économique individuelle - on ne devrait jamais le perdre de vue.

La collectivisation doit transformer la nature du paysan, dit Boukharine. C'est indiscutable. Mais pour cela, il faut le tracteur, la charrue mécanique et non leur "idée". Le platonisme en matière de politique de production n'a jamais rien valu. Certes, la quantité de tracteurs, à l'heure actuelle absolument insuffisante, doit, conformément au plan, croître de plus en plus vite. Mais l'on ne peut édifier le kolkhoze présent sur des tracteurs futurs.

De plus, les tracteurs exigent un carburant. Sa répartition sur des espaces illimités, est un problème gigantesque à la fois de production, d'organisation et de transport. Mais le tracteur, avec son carburant, n'est encore que peu de chose par lui-même ; il n'est efficace qu'en tant que partie intégrante de toute une chaîne dont les autres chaînons sont faits des progrès généraux du développement technique. Tout cela d'ailleurs est réalisable. Tout cela sera réalisé. Mais encore faut-il un "calcul exact des délais" sans quoi l'opération économique échouera comme une simple opération militaire. Dans des conditions intérieures et extérieures favorables, les conditions matérielles et techniques de l'économie rurale durant les dix ou quinze années à venir pourraient changer du tout au tout et assurer une base productive à la collectivisation. Seulement durant ces mêmes dix ou quinze ans qui nous séparent d'un tel résultat, il se pourrait aussi qu'on eût plusieurs fois l'occasion de renverser le pouvoir soviétique. Hélas ! à quoi servirait d'établir les responsabilités de Boukharine ? Repoussant cette fois du pied gauche la réalité, il s'élance en une "folle galopade" vers les hautes sphères de la spéculation métaphysique et nous nous attendons à la revoir bientôt répondre de la casse des pots par Staline. Mais ce n'est pas Boukharine qui nous intéresse.

La presse bourgeoise mondiale, du moins la plus perspicace c'est-à-dire la plus capable d'une provocation à long terme - avait répété sur tous les tons pendant que la collectivisation battait son plein, que, cette fois, il n'y avait plus de retraite possible. Ou bien l'expérience allait jusqu'au bout ou bien la dictature soviétique allait être perdue ; d'ailleurs, l'expérience "jusqu'au bout" ne pouvait non plus rien signifier, à son point de vue, que la défaite. De son côté, la presse officielle soviétique, dès les débuts de la campagne de collectivisation, claironnait sans cesse le triomphe d'un progrès ininterrompu, sans se retourner. Staline appelait ouvertement les paysans pauvres à "exterminer sans pitié" le koulak... en tant que classe. Seule l'Opposition de gauche apportait une note discordante, proclamant, dès l'automne passé, que dans la confusion des rythmes mal accordés, gisait la cause d'une inévitable crise dans l'avenir le plus rapproché. Les événements ne tardèrent pas à démontrer que seules la presse capitaliste à un pôle, et la presse communiste de gauche à l'autre, savaient exactement ce qu'elles voulaient. L'offensive, sur le front paysan révéla bientôt ses contradictions, les poussant immédiatement à l'"excès" extrême. Vinrent alors les accusations d'"excès", les facilités d'abandon des kolkhozes, et, en fait, l'arrêt de la "dékoulakisation", etc... En même temps, défense absolue d'appeler cette retraite... "retraite". Et personne ne sait encore ce que demain nous réserve.

Or il faudra bien un jour dresser le bilan. Si le parti dirigeant ne le fait pas, cela se fera de soi-même, sur le dos de la dictature. Plus tôt, plus largement et plus hardiment aura lieu cette révision des "plans" - plus exactement, plus vite on affrontera un plan collectif général de mise en ordre de tout ce chaos de "succès" menaçants, moins douloureuse sera l'opération de redressement de toutes les erreurs commises, moins monstrueuses seront les disproportions entre le développement de la ville et de la campagne et des "délais" se rapprochant davantage des "délais" de la révolution européenne.

La retraite désordonnée actuelle masquée de fables et de grandiloquence bureaucratiques est ce qu'il y a de pire. Le parti est inquiet mais il se tait. Là réside le principal.

4. SEUL LE PARTI PEUT TROUVER UNE ISSUE

C'est dans une lutte constante entre différents partis et courants que la bourgeoisie a conquis le pouvoir et présidé aux destinées de la société, une lutte qui prit souvent la forme d'une guerre civile. Certes, le prolétariat est beaucoup plus homogène que la bourgeoisie, mais cette homogénéité est loin d'être absolue. La bureaucratie ouvrière, outre qu'elle permet l'influence du prolétariat sur les autres classes, constitue également un pouvoir d'influencer des autres classes sur le prolétariat. C'est ici que viennent se placer les complications des rapports mondiaux qui diront leur mot décisif en dernière analyse. Tout cela, au total, explique suffisamment comment, à la base de la révolution prolétarienne, peuvent naître et se développer, au sein du parti dirigeant, de profondes divergences qui finissent par devenir fractionnelles. Une simple interdiction ne changerait rien à l'affaire.

Les méthodes de lutte inévitable - pour autant qu'elle soit guidée par l'intérêt sincère de la révolution - doivent réduire au strict

minimum la dépense d'énergie en vue de déterminer la bonne voie à suivre. Or la bureaucratie stalinienne a cherché à se débarrasser tout simplement de tout le coût politique qui résulte de l'existence d'un parti. Il se trouve que, malheureusement, la plus grande déperdition d'énergie résulte désormais d'une politique de zigzags bureaucratiques. Ces derniers sont inséparables du régime de l'appareil qui échappe au contrôle du parti et esquivé les responsabilités de ses propres fautes. Il serait faux de s'imaginer que la dictature prolétarienne ait droit à une quantité infinie de zigzags. Au contraire, ce "crédit" historique est strictement limité.

Le congrès du parti ne s'est plus réuni depuis deux ans et demi durant lesquels la politique a brutalement varié à plusieurs reprises et sur les questions les plus fondamentales. Et le congrès actuel, convoqué contre la volonté "d'en haut" n'est pas du tout considéré par l'appareil comme un moyen de sortir des difficultés internes mais comme un contretemps fâcheux et un réel danger. Comment expliquer que, lors de la guerre civile, les congrès étaient convoqués chaque année et quelquefois deux fois l'an, tandis que maintenant, en période de paix, après les incontestables succès de l'industrie socialiste et après que - comme le prétend l'appareil - "la marche de la paysannerie au socialisme est chose assurée", comment expliquer que la vie interne du parti soit arrivée à une telle tension qu'un congrès devient une charge, un mystère et un danger ?

On pourra répondre que l'ennemi principal n'est point la bourgeoisie de l'intérieur mais celle de l'extérieur et qui, depuis la guerre, est devenue encore plus puissante. Et ce ne sera que la vérité. Mais le danger extérieur, alors que la base socialiste à l'intérieur s'est réellement consolidée, n'explique d'aucune façon la forme bureaucratique du régime. Le régime socialiste pourrait fort bien lutter contre les ennemis extérieurs sur la base de la démocratie la plus large et la plus illimitée. Non, le fait que le régime intérieur empire systématiquement ne peut avoir que des causes internes. La pression extérieure ne s'explique que pour autant qu'elle s'exerce sur les rapports intérieurs entre les classes.

Quiconque explique et justifie la dépression du régime intérieur par la nécessité de lutter contre l'ennemi intérieur avoue implicitement que le rapport des forces a évolué dans un sens qui n'est pas favorable au prolétariat et au parti. Serait-il possible qu'aujourd'hui le koulak présente un danger plus grand que n'en présentait jadis, au temps de la guerre civile, la bourgeoisie, avec y compris les mêmes koulaks, lorsque les vieilles classes possédantes n'avaient pas encore perdu leur assurance, escomptaient d'un moment à l'autre la chute du bolchevisme et possédaient encore leurs armées ? Ce point de vue serait complètement contradictoire avec l'évidence même. En tout cas, la doctrine officielle actuelle lui serait tout à fait opposée, elle qui prétend ne rien voir d'autre autour d'elle que le raffermissement continu du secteur socialiste et l'élimination du secteur capitaliste.

On comprend d'autant moins alors pour quelle raison tout désaccord actuel avec la direction, c'est-à-dire avec la fraction stalinienne militarisée, tout essai de critique, toute proposition non prévue, "en haut lieu", mène inmanquablement à un pogrom organisé qui se fait en silence comme une pantomime; à quoi succède une liquidation "théorique" qui ressemble à un enterrement rituel avec chants de prêtres et des servants pris dans les rangs des professeurs rouges. Avouer que le régime du parti actuel est le seul possible, c'est avouer la mort du parti et par conséquent de la révolution. Faudrait-il changer encore beaucoup pour décréter que les congrès du parti ne se réuniront plus désormais que lorsque "la nécessité s'en fera sentir" ? Qu'apporterait de neuf cette mesure au sein du régime actuel ? Presque rien. Mais un appareil qui se voit forcé de trouver en son propre sein des sanctions contre soi-même ne peut échapper à la domination d'un seul. La bureaucratie a besoin d'un super-arbitre et en cette qualité elle délègue celui qui répond le mieux à son besoin de conservation. C'est en quoi consiste le stalinisme - une préparation du bonapartisme au sein du parti.

Si le centrisme bureaucratique commence sa carrière en tant que courant entre deux extrêmes - entre les extrêmes du parti qui reflètent l'un la ligne petite-bourgeoise, l'autre la ligne prolétarienne - le bonapartisme, lui -, est un appareil d'Etat ayant ouvertement rompu toutes attaches traditionnelles, y compris celles du parti, et qui évolue désormais "librement" entre les classes en tant qu'"arbitre" autoritaire. Le stalinisme est une préparation au bonapartisme, d'autant plus dangereuse qu'elle est plus inconsciente. Il est nécessaire de s'en rendre bien compte. Il en est surtout grand temps.

Où sont alors ces facteurs qui, malgré les succès économiques, ont contribué à aggraver la situation politique et accru la tension du régime de la dictature ?

Ces facteurs sont de deux sortes : les uns ont leurs racines dans la masse, les autres dans les organismes du parti. Les philistins ont souvent répété que la révolution d'Octobre était le produit des "illusions" des masses. C'est vrai en ce sens que, ni le féodalisme, ni le capitalisme, n'ont éduqué les masses dans l'esprit d'une interprétation matérialiste de l'histoire. Mais il y a illusion et illusion. La guerre impérialiste, qui a ruiné et saigné l'humanité, eût été impossible sans les illusions patriotiques dont la social-démocratie fut le principal soutien. Les illusions des masses quant à la révolution d'Octobre consistèrent en ce qu'elles exaspèrent les espoirs d'un rapide changement de leur sort. Mais vit-on jamais se faire quoi que ce soit de grand dans l'histoire sans ces illusions créatrices ?

Il est cependant incontestable que la marche réelle de la révolution amène une usure de ces illusions des masses et défalque du compte total ce crédit supplémentaire que les masses ont ouvert en 1917 au parti dirigeant. En échange il s'ajoute par contre un acquis en fait d'expérience et de compréhension des forces réelles du processus historique. Mais il ne faut jamais perdre de vue que la perte des illusions se fait beaucoup plus rapidement que l'accumulation d'une compréhension théorique. C'est en cela que consiste une des causes principales des succès contre-révolutionnaires dans le passé, pour autant que l'on recherche ces causes dans les changements psychologiques au sein même des classes révolutionnaires.

Un autre élément de danger consiste dans la dégénérescence de l'appareil de la dictature. La bureaucratie a reconstitué de nombreux caractères de la classe dirigeante et c'est bien ainsi que les masses laborieuses la considèrent. La lutte de la bureaucratie pour sa propre conservation étouffe la vie spirituelle des masses en leur inspirant des illusions nouvelles qui ne sont plus du tout révolutionnaires, et empêche ainsi le remplacement des illusions perdues par une compréhension réaliste de ce qui se passe. Du point de vue marxiste, il est clair que la bureaucratie soviétique ne peut se transformer en nouvelle classe dirigeante. Son adaptation et l'augmentation de son rôle social de commandement, mènent inmanquablement à une crise de la dictature qui ne pourra se résoudre que par une renaissance de la révolution sur des bases plus élevées ou par une restauration de la société bourgeoise. C'est précisément l'approche de cette alternative, ressentie par tous, bien que peu la comprennent, qui donne au régime actuel cette extrême tension.

Il est incontestable que la croissance de la bureaucratie reflète les contradictions générales de la construction du socialisme dans un seul pays. En d'autres termes, même sous une direction saine, le bureaucratisme menacerait encore dans l'une ou l'autre limite. Toute la gravité est dans ces limites et leurs délais. Admettre l'existence du capitalisme mondial et surtout européen durant

de nombreuses années encore signifierait admettre la chute du régime soviétique dans lequel la dégénérescence pré-bonapartiste de l'appareil ouvrirait la voie à des soulèvements de type thermidorien, voire directement bonapartiste.

Il ne faut jamais perdre de vue la possibilité de pareilles perspectives si on veut comprendre ce qui se passe. Toute l'importance est dans les délais que l'on ne peut cependant prévoir car ils dépendent du rapport des forces vives. S'il n'y avait eu la honteuse défaite de la révolution en Allemagne et en Chine, la situation mondiale serait aujourd'hui toute autre. Ainsi, les conditions objectives nous ramènent toujours au problème de la direction. Et ce n'est pas seulement une question de personne ou de groupe (bien que cette question soit loin d'être sans importance). Le problème est l'interdépendance mutuelle de la direction et du parti, du parti et de la classe.

C'est précisément sous cet angle que se pose la question du régime du parti communiste russe et de l'Internationale Communiste. On nous a parlé d'une nouvelle théorie de quelques éléments instables de l'Opposition (Okoudjava et autres), selon laquelle, de la politique stalinienne de "gauche" actuelle, devrait "éclore" tout seul un régime plus sain. Ce fatalisme optimiste est la pire des caricatures du marxisme. La direction actuelle n'est pas une feuille blanche. Elle a sa propre histoire intimement liée à sa "ligne générale" dont on ne peut la séparer: L'histoire du régime stalinien est l'histoire de ses fautes sans précédent et des ravages qu'elles ont causées dans le prolétariat international. Le tournant à "gauche" de la direction actuelle est entièrement fonction du cours à droite d'hier. Plus brusque fut ce tournant, plus impitoyable se fit la pression bureaucratique, de manière à ne pas laisser au parti le temps de s'y reconnaître dans les contradictions qui surgissaient entre hier et aujourd'hui.

La fatale ossification de l'appareil du parti n'est pas simplement un produit des contradictions objectives mais le résultat de l'histoire concrète de cette direction bien précise à travers laquelle ces contradictions se sont infiltrées. C'est dans cette direction, avec sa sélection artificielle des individus dans le haut et dans le bas, que se trouvent cristallisées toutes les fautes du passé et enfermées toutes les fautes futures. Et surtout c'est à la base de cette direction que se trouve la base de sa dégénérescence bonapartiste. C'est sur cette voie que se trouve le danger le plus menaçant, le plus aigu et le plus immédiat pour la Révolution d'Octobre.

Les zigzags de gauche ne signifient aucunement que la direction centrisme soit en mesure de se transformer en direction marxiste par la vertu de ses seuls efforts bureaucratiques intérieurs. Les zigzags de gauche signifient tout autre chose : tant dans les conditions objectives présentes que dans l'esprit qui règne solidement au sein de la classe ouvrière, une profonde résistance au courant thermidorien se fait jour; le passage vers le cours thermidorien n'est pas possible sans véritables soulèvements contre-révolutionnaires. Bien qu'elle étouffe le parti, la direction ne peut s'empêcher de se pencher sur lui, car, par son canal, aussi incomplètement et sourdement que ce soit - viennent des avertissements et des rappels des forces de classe. La discussion des problèmes, la lutte idéologique, les conférences et les congrès ont fait place à une agence de renseignement à l'intérieur du parti, à l'espionnage des communications téléphoniques et la censure des correspondances. Mais même par ces voies détournées, la pression de classe se fait sentir. Cela signifie que les sources du tournant à gauche et les causes de sa brutalité sont en dehors de la direction. Cette dernière ne conditionne que l'irréflexion, le suivisme et le manque de sérieux de ce tournant à gauche.

Faire la paix avec la direction simplement parce que, n'ayant point reconnu ni compris ses fautes, elle a tourné sur son axe sous la pression des événements extérieurs et va accumuler de nouvelles fautes dans une nouvelle direction - c'est prouver qu'on n'est qu'un misérable philistin incapable même de se hausser au niveau d'un fonctionnaire et qu'on n'est certainement pas un révolutionnaire. Mais peut-être existe-t-il réellement pas "d'autre voie", comme le prétendent Radek, Zinoviev, Kamenev, Smilga et autres chevreaux bêlants retraités ? Leur désillusion ne peut être interprétée que comme une conviction de ce que la révolution est perdue de toute façon et que "puisque'il faut mourir, autant mourir avec le peuple". Nous ne pouvons rien avoir de commun avec une mentalité défaitiste aussi pourrie.

Il n'est nulle part écrit ni démontré que le parti actuel, inexistant en ce moment précis en tant que parti, mais cependant capable de faire faire à la direction une volte-face de 180°, ne pourrait pas avec l'initiative nécessaire, se régénérer intérieurement à travers une profonde réorganisation des forces sur la base d'une analyse collective du chemin parcouru. Des organismes beaucoup plus ossifiés que le parti communiste ont déjà plus d'une fois montré dans l'histoire leur capacité de résurrection et de renouvellement d'une profonde crise interne.

Voilà comment - et pas autrement - se pose pour nous le problème à l'échelle nationale et internationale. Le point de vue de l'Opposition n'a rien de commun avec la métaphysique satisfaite du camarade Okoudjava et d'autres, car il présuppose une vive lutte de tendances et donc une activité supérieure de l'Opposition de gauche. Seuls des banqueroutiers politiques se démettent de leur pose aux heures critiques, à travers les responsabilités sur la marche objective des événements et cherchant une consolidation dans des oracles optimistes. L'esprit grégaire et le suivisme caractérisent à merveille les périodes de dépression - et de dégénérescence. C'est en luttant contre eux qu'est né le bolchevisme. L'Opposition de gauche continue sa ligne historique. Son devoir est de ne pas se diluer dans le centrisme mais de renforcer son activité sur toute la ligne.

27 avril 1930

Au camarade Olberg.

Cher camarade,

Dans votre lettre du 14 avril, vous brossez un tableau plutôt pessimiste de l'état de la direction de l'opposition unie. Si j'en crois les informations que j'ai reçues ces tout derniers jours, la situation serait un peu meilleure. Etes-vous d'un avis contraire ?

Vous parlez en détails du camarade Pfemfert et de sa revue Akzion. Les divergences que nous avons avec le camarade Pfemfert touchent aux principes mêmes. Mais vous ne devez pas oublier que jusqu'à ces derniers temps, l'Opposition de gauche en Allemagne était représentée par le Leninbund avec lequel les divergences ne sont pas moindres qu'avec le camarade Pfemfert. A une énorme différence près: Urbahns s'est comporté de manière parfaitement déloyale; la pure et simple malhonnêteté, alors que Pfemfert a toujours été loyal. Vous parlez de l'article consacré à la question du visa. J'avais écrit cet article pour l'organe du Leninbund. Urbahns, pour une raison que j'ignore, ne l'a pas publié. Et comme je jugeais nécessaire, particulièrement en Allemagne, d'expliquer dans quel esprit et de quelle manière je m'adressais au gouvernement social-démocrate, j'ai remis cet article à Akzion. Il n'y a eu, de ce côté là, aucune forfaiture.

Maintenant, Pfemfert me dit que puisque l'opposition est dans l'impossibilité de publier ma Lettre ouverte aux membres du parti communiste russe (c'est Grylevicz qui le lui a dit). Lui, Pfemfert, publiera cette lettre dans le prochain numéro de Akzion. Aurait-il été juste de refuser? Non.

Vous avez assurément raison d'affirmer que je ne pourrai pas convaincre les vieux cadres, lecteurs d'Aktion. Je donne cependant la possibilité à nos amis, ou à ceux qui regardent vers nous, au moins à une partie d'entre eux, de prendre connaissance des documents que nous ne pouvons pas publier autrement.

Le même problème se pose pour l'édition de la brochure. Il va de soi que je suis prêt à confier mes écrits à l'opposition unie, dès qu'elle aura affermi ses assises et créé sa propre imprimerie. C'est absolument indispensable et c'est la tâche la plus immédiate. Mais c'est impossible pour le moment, or je crois absolument nécessaire de publier la brochure sur la Révolution permanente. Le camarade Pfemfert s'est engagé à remettre l'opposition unie la quantité nécessaire de brochures, à prix coûtant.

Vous dites qu'il est souhaitable que je rencontre les camarades Landau et Neumann. Je suis tout à fait d'accord avec vous, et j'espère que cela se réalisera dans le courant de l'été, sauf obstacle imprévu.

30 avril 1930

Cher Camarade Seipold,

J'essaie d'établir le contact avec le camarade Karl Sturmer. Plus de 200 opposants ont été arrêtés à Moscou depuis le début de cette année. Cela a interrompu les liens et le contact est, bien sûr, plus difficile à établir. Mais si le camarade Sturmer a été arrêté, on pourra le trouver par l'intermédiaire des déportés et des prisonniers. Nous essaierons tous les moyens. Quand nous aurons une réponse, je vous la communiquerai.

Vous n'écrivez pas un mot sur votre travail de parlementaire. Quand ferez-vous votre première intervention ? Avez-vous la possibilité de prendre la parole alors que vous êtes seul au Landtag ?

Donnez plus de détails concrets sur la collaboration entre les groupes réunifiés. Quelle est la situation des "communistes" ?

La "réponse de Staline aux camarades kolkhoziens"

(avril 1930)

Cette réponse de Staline remplit entièrement la première page de la Pravda. Un océan désespérant de lignes. Impossible d'y pêcher une idée neuve, une généralisation sérieuse.

Pourquoi y a-t-il eu des excès ? Voici la réponse:

"On a oublié que la coercition, qui est nécessaire et utile dans le combat contre nos ennemis de classe est inadmissible et désastreuse quand elle est appliquée au paysan moyen, qui est notre allié".

Comment ont-ils ainsi "oublié" ? . Après tout l'unique idée qu'ils ont enfoncée dans l'esprit du parti depuis 1923 est qu'il ne faut pas oublier le paysan moyen. En fait, toute la lutte contre l'Opposition a été menée sous ce drapeau. Et comment ça a tourné ? "Nous avons oublié le paysan moyen". Exactement comme s'ils avaient perdu leur mouchoir.

Quels autres genres d'erreur ont-ils faites ?

"Dans la construction de kolkhozes, on a violé le principe léniniste du volontariat".

Ni plus, ni moins. Pourquoi l'a-t-on violé ? On ne l'explique pas. Et pourquoi cela a-t-il pris si longtemps aux autorités pour remarquer cette violation. Il est impossible de rien comprendre.

"Troisième question. Comment ces erreurs se sont-elles produites et comment le parti doit-il les corriger ?

Réponse. Elles se sont produites sur la base de nos succès rapides en matière de collectivisation. Parfois les succès donnent le vertige".

C'est là toute l'explication: succès rapides et donc vertige. Mais où était exactement le parti ? Il 'est pas possible qu'un million et demi de membres du parti aient eu le vertige. Et de façon générale, quel type de condition politique est-ce ? Et qu'y a-t-il comme mesures correctives ? Puis il suit:

"Cinquième question: Quel est chez nous le danger principal, celui de droite ou celui de "gauche" ?

Réponse. Le danger principal chez nous est celui de droite. Le danger de droite a été et reste le principal danger"

"Ce qui est sûr est vrai" comme le note le paysan dé Tolstoï. Mais parce que, ne le voyez-vous pas, le danger de gauche nourrit la droite, alors, dans l'intérêt de la lutte contre le danger principal, il faut écraser la gauche. Si Staline a exécuté Blumkine, c'était seulement dans l'intérêt de la lutte contre le danger de droite.

En ce qui concerne les koulaks, on nous dit que la politique de leur "élimination en tant que classe" demeure en pleine vigueur. Mais "cela ne signifie évidemment pas que nous puissions le liquider d'un seul coup. Mais cela signifie que nous mènerons les choses de façon à l'encercler et à le liquider".

L'encercler et l'éliminer – non, travailler à l'encercler et à l'éliminer, et le liquider, mais pas d'un seul coup - tout cela montre que Staline travaillera furtivement à éliminer le programme de dépossession du koulak non d'un seul coup, bien sûr, mais de façon élaborée, par des manœuvres sans scrupules qui sèmeront une fois pour toutes la confusion dans le parti.

La tromperie officielle et la vérité

(avril 1930)

En janvier de cette année, le dirigeant du Caucase du Nord, membre du comité central, Andreïev, a confirmé dans une réunion sur la collectivisation que le mouvement en direction des kolkhozes "s'est développé si inflexiblement, s'est déroulé si puissamment dans tout le pays mais surtout dans le Nord du Caucase que maintenant ce mouvement va franchir tous les obstacles sur sa route".

Dans le même discours, Andreïev s'est plaint que la vente rapace de l'équipement, des bêtes, et même des semences "avant d'entrer dans le kolkhoze revête des dimensions directement menaçantes"... "Il nous faut, poursuit-il, arrêter cela à tout prix".

Deux "éléments" apparaissent devant nous: le mouvement irrésistible vers les kolkhozes et l'anéantissement rapace de leurs futures bases de production. Est-il possible de révéler plus nettement les mortelles contradictions de la collectivisation actuelle ? Andreïev ne le souhaite pas, et il caractérise la psychologie d'une large couche de paysans collectivisés avec les paroles d'un chant sans joie "Ma voiture a disparu/ Ses quatre roues". Ce n'est pas là la psychologie de la construction socialiste.

Comme pour mieux éclairer le tableau, Andreïev confirme et, à cette occasion à bon escient que si l'on faisait voter les koulaks dans tout le Caucase du Nord, "la majorité se prononceraient pour rejoindre les kolkhozes". Et là, il anticipe: "Mais cela ne veut pas dire que le koulak est un partisan de la collectivisation. Il n'a pas d'endroit où aller. Il entre dans le kolkhoze. Il entre dans le kolkhoze pour le saboter de l'intérieur" (Pravda, 15 janvier). C'est certainement exact. Mais malheureusement ce n'est pas vrai seulement pour le koulak. Les statistiques officielles indiquent de 5 à 6% pour le nombre de fermes de koulaks au Caucase. Les gros paysans moyens les suivent et sont suivis, avec moins de vigueur par les paysans moyens ordinaires et ainsi de suite. Si la situation est telle que le koulak est prêt à voter pour le kolkhoze en même temps que le paysan moyen, alors il est possible de distinguer le koulak du paysan moyen statistiquement, mais pas politiquement. Quelles sont exactement les genres de méthodes qu'Andreïev et ses enseignants utilisent pour déterminer si les paysans moyens entrent dans le kolkhoze "de tout leur cœur" ou juste parce "qu'ils n'ont pas d'endroit où aller" ? En réalité, ce même paysan moyen qui, selon Andreïev balaie tous les obstacles sur la route vers le socialisme s'embarque sur cette route en liquidant son inventaire et prépare ainsi en fait le naufrage du kolkhoze.

Pour arrêter la destruction de l'équipement rural, Andreïev propose: "Il faut traiter ces fermes (celles qui vendent leur bétail, etc. de la même façon que les fermes des koulaks)". Ainsi Andreïev met-il un signe égal entre le désir du paysan moyen pour le socialisme et le sabotage du koulak. Pas étonnant, si après quelques semaines, nous lisons dans la même Pravda que les "maladroits" locaux ont offensé les paysans moyens, les ont privés du droit de disposer de leur propriété, les ont expropriés, leur ont enlevé le droit de vote, etc. Mais quel autre moyen existe-t-il d'exécuter les directives d'Andreïev qui à son tour, ne fait qu'exécuter celles de Staline ?

Andreïev résume ainsi l'ensemble du tableau: "Le développement victorieux de la révolution socialiste dans l'agriculture est si rapide qu'il bouleverse nos perspectives les plus hardies concernant la collectivisation". C'est dit un mois et demi après que le diagnostic général ait identifié les symptômes du "vertige du succès".

Et maintenant, en avril, le Caucase du Nord présente le tableau d'un ensemencement de printemps insuffisant, de la panique administrative, des clameurs sur les excès, des appels interminables "pour ne pas oublier le ferme paysanne individuelle", celle-là même que le diligent Andreïev, sans recourir à la raison, a déclaré dès janvier, qu'elle était liquidée.

G. Mannoury et l'Internationale communiste

(avril 1930 ?)

Le communiste hollandais, le camarade G. Mannoury a été exclu il y a quelques mois de l'Internationale Communiste pour "trotskysme". Mannoury a vainement tenté d'obtenir une prise en considération sérieuse de ses idées et objections par la hiérarchie du parti. Son procès a été mené dans son dos, à la manière d'une cour martiale. G.Mannoury a publié en brochure plusieurs documents ayant trait à son expulsion et ce n'est pas un discours défensif qu'il prononce.

Tout le "trotskysme" de Mannoury a consisté en ce qu'il n'a pas été d'accord avec la diffamation de l'Opposition russe, son exclusion de l'Internationale Communiste et les mesures de répression contre les oppositionnels qui ont suivi. Le point de vue propre de Mannoury sur les questions débattues est très vague. Dans un des documents, il prétend même que sur les questions internes de l'U.R.S.S., il est plus proche de Staline que de Trotsky. Il faut dans cette mesure garder à l'esprit que cela fut écrit dans la période où Staline était allié à Boukharine, c'est-à-dire avant l'actuel cours de gauche.

Dans la sphère théorique, Mannoury apparaît comme un éclectique: il combine le matérialisme dialectique avec la psychanalyse, la transformant en un système philosophique, et la moralité idéaliste. Inutile de souligner que tout cela est très loin des fondements théoriques sur lesquels repose l'Opposition marxiste.

Dans ces mêmes documents de Mannoury on découvre que le représentant officiel de l'Internationale Communiste a prétendu que le plus éminent représentant du "trotskysme" en Hollande était Wijnkoop, qui n'a jamais été qu'un social-démocrate de gauche (et ça et là ultra-gauche) et l'est évidemment resté jusqu'à ce jour. Rien d'étonnant que le camarade Mannoury demande plusieurs fois dans le cours de sa brochure: "Qu'est-ce que vous entendez personnellement en dernière analyse par trotskysme ?". Pour donner une idée de la façon de penser de Mannoury nous donnerons quelques citations de sa brochure.

"Vous avez inventé le trotskysme. Personne n'a toujours raison et personne n'a totalement raison, ni Trotsky, ni Lénine, ni Marx. Mais sur la question essentielle, Trotsky a raison, à savoir que la révolution a à peine commencé et que le communisme vient à peine de naître... Je ne sais rien de vos "ciseaux", comprenez-vous? Bien, sauf que ce que j'en ai lu dans vos articles calomnieux contre Trotsky depuis novembre 1924 jusqu'à aujourd'hui et chaque ligne de votre argumentation sophistiquée et creuse m'a convaincu que vous aviez tort et chaque mot des phrases, très rares et sorties de leur contexte que vous citez des travaux de Trotsky a renforcé ma conviction".

Ailleurs Mannoury demande la démolition du mausolée de Lénine et la crémation des restes de Lénine, ce en quoi nous devons sympathiser avec lui, bien que cette question ne soit évidemment pas des plus urgentes. Nous découvrons dans la brochure que le comité exécutif du parti a exigé du camarade Mannoury qu'il cesse "ses liens politiques et d'organisation avec Trotsky". Le fait que de tels liens n'aient jamais existé rendait d'autant plus facile à Mannoury leur répudiation. Dans ce même document Mannoury déclarait que "dans la majorité des désaccords tactiques et politiques de parti entre les partisans de Trotsky et ceux de Staline, il penchait plus vers les derniers que vers les disciples de Trotsky". Mais les dirigeants ont exigé de Mannoury qu'il reconnaisse en Trotsky un ennemi du communisme et lui déclare une guerre inconciliable. Mannoury a refusé. A la fin, ils l'ont exclu. Toute cette histoire est hautement caractéristique des coutumes de l'Internationale Communiste et de sa section hollandaise.

Mannoury s'est lancé dans ce combat comme une personne indiscutablement sincère et idéaliste n'ayant cependant rien de commun avec l'Opposition communiste de gauche, ni dans ses prémisses théoriques, ni dans ses conclusions politiques. Comme on sait, cela ne l'a pas empêché d'être exclu comme "trotskyste".

Le Mot d'ordre d'Assemblée nationale en Chine	1
Un craquement dans l'appareil	6
Ils ne savaient pas	14
A nos amis de l'étranger	16
Des oppositionnels fusillés	17
Khristian Georgevicz Rakovsky en danger	18
Un grand pas en avant	20
L'unification de l'Opposition de gauche	20
La conférence muette	21
Lettre ouverte au groupe Prometeo	28
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ?	31
La "réponse de Staline aux camarades kolkhoziens"	39
La tromperie officielle et la vérité	40
G. Mannoury et l'Internationale communiste	41